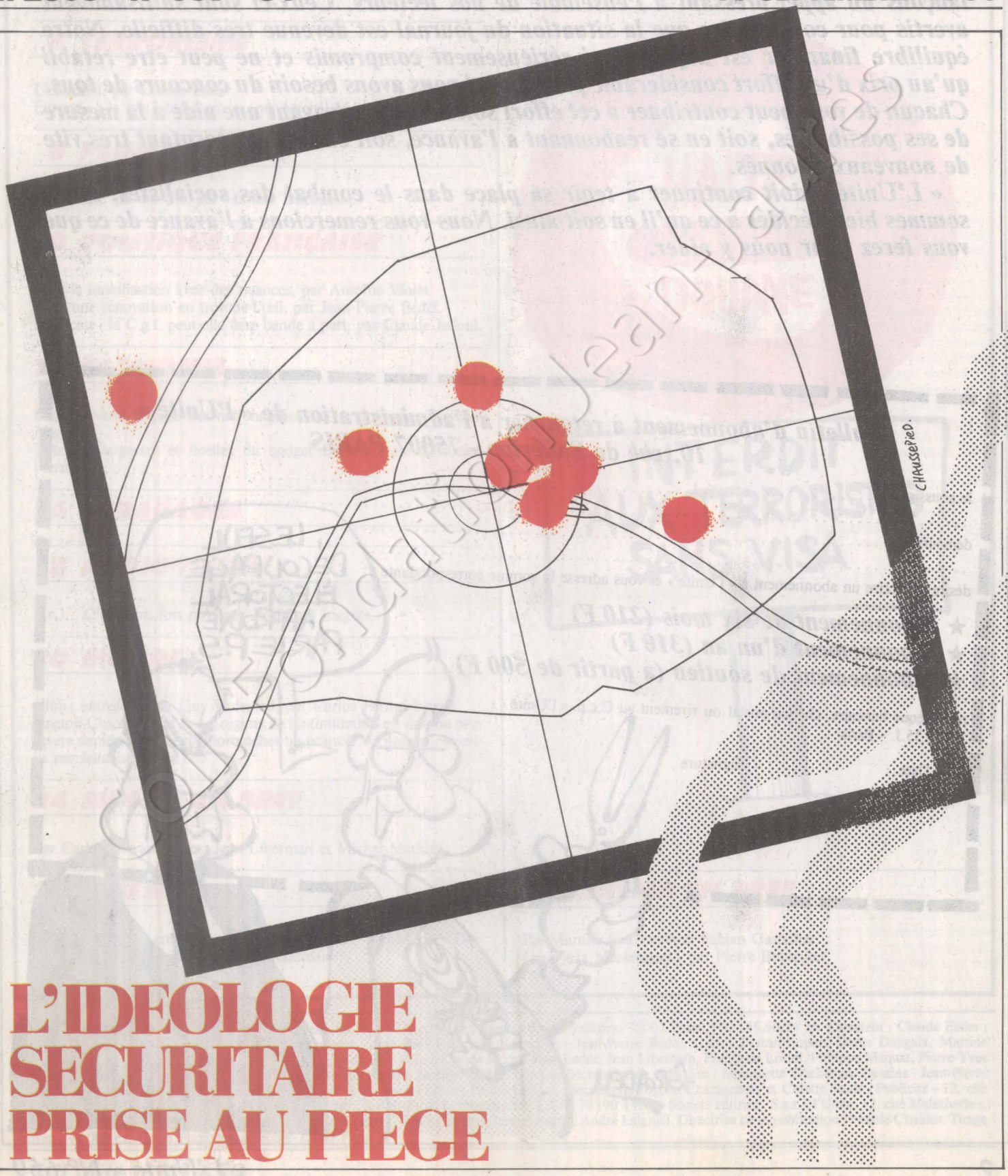
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 659 - 8 F

19 SEPTEMBRE 1986



L'IDEOLOGIE SECURITAIRE PRISE AU PIEGE

A nos lecteurs

En reprenant la publication de « l'Unité », après l'interruption des vacances, nous lançons un appel pressant à l'ensemble de nos lecteurs. Ceux-ci sont suffisamment avertis pour comprendre que la situation du journal est devenue très difficile. Notre équilibre financier est aujourd'hui sérieusement compromis et ne peut être rétabli qu'au prix d'un effort considérable pour lequel nous avons besoin du concours de tous. Chacun de vous peut contribuer à cet effort soit en nous envoyant une aide à la mesure de ses possibilités, soit en se réabonnant à l'avance, soit encore en recrutant très vite de nouveaux abonnés.

« L'Unité » doit continuer à tenir sa place dans le combat des socialistes. Nous sommes bien décidés à ce qu'il en soit ainsi. Nous vous remercions à l'avance de ce que vous ferez pour nous y aider.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature



Coll. Fondation Jean-Jaurès



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 659
du 20 septembre 1986

4 TERRORISME

L'éditorial, par Claude Estier.
Europe : à la fois cible et vivier, par Michel Mathieu.

8 PEINE DE MORT

Une affaire qui marche, par Martine Ducousset.

10 POLITIQUE FRANÇAISE

P.s. : la mobilisation avec des nuances, par Antoine Violet.
P.c. : une rénovation en trompe-l'œil, par Jean-Pierre Bédéï.
Syndicats : la C.g.t. peut-elle faire bande à part, par Claude Jadoul.

13 ECONOMIE

Balladur vend la peau des nationalisées aux « ours », par Philippe Maquat.
Tribune : largesses et ficelles du budget Balladur, par Christian Pierret.

16 DERAPAGES

18 AUDIOVISUEL

F.r.3... C'est trois fois pire, par Jean-Paul Liégois.

20 MONDE

Chili : entretien avec Guy Vadepied, par Carlos Ferrari-Lopez.
Anatoli Chtcharanski : « Le régime de l'intimidation est devenu plus sévère depuis la venue de Gorbatchev au pouvoir. » (propos recueillis par Jean Liberman).

24 MONDE EN BREF

Par Carlos Ferrari-Lopez, Jean Liberman et Michel Mathieu.

26 CINEMA

Ciel une sainte ! entretien avec Alain Cavalier auteur de « Thérèse », propos recueillis par Fabian Gastellier.



28 CINEMA EN BREF

Par Martine Ducousset et Fabian Gastellier.
Les « jazz Messengers » par Pierre Bouteiller.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

DEPART

Maurice Fleuret avec tambour et trompettes

Le départ de Maurice Fleuret de la Direction de la Musique et de la Danse ne constitue pas à proprement parler une surprise. Le ministère de la Culture ayant changé de ministre, on pouvait facilement parier que ses principaux responsables ne tiendraient pas longtemps le coup sous le vent des nouvelles tendances et de la nouvelle politique. A la direction des théâtres, Robert Abirached se maintient encore. Jusqu'à quand ?

Ce qui pousse Maurice Fleuret au départ est simple, et il l'a longuement et fort brillamment expliqué mardi soir lors d'une conférence de presse improvisée où se pressaient Yannis Xénakis, Jean-Claude Malgloire, Pierre Henry et bien d'autres artistes : un ministre qui prône des « mesures nouvelles », qui déploie un éventail de priorités : « Formation, enseignement, patrimoine, action internationale », c'est bien. C'est même faire preuve d'une « volonté de combler certaines lacunes, de réparer des injustices, de continuer ce que nous n'avons pas pu achever en cinq ans » selon les propres paroles de Maurice Fleuret. Un ministre qui accepte en définitive les grands projets du Conservatoire à La Villette et à l'Opéra-Bastille, c'est un ministre qui écoute les conseils de son directeur de la musique pour les suivre. Encore un bon point.

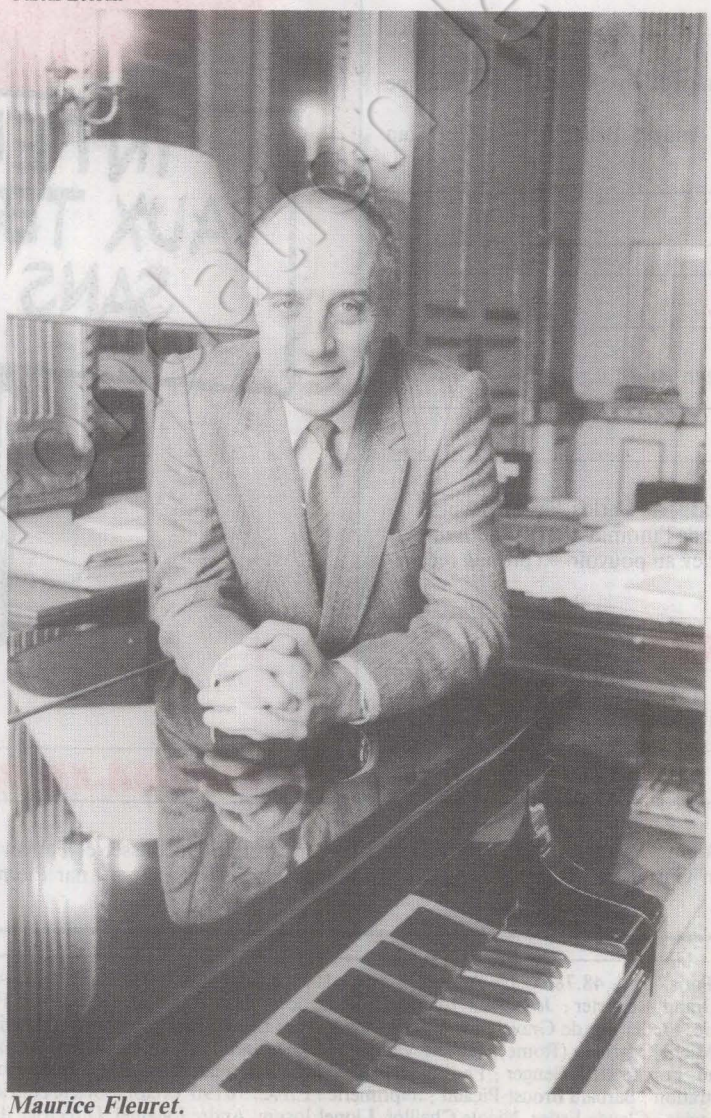
Mais prétendre haut et fort qu'on veut faire tout ça et ne pas s'en donner les moyens, voilà qui coince. En pleine année 1986, pour cause de changement de majorité, le budget d'intervention que gère Fleuret s'était déjà vu brutalement amputé de 6,41 %. Lors des récentes discussions pour le vote du budget 87, la Musique et la Danse se sont vues gratifiées de 11 millions de francs pour les mesures nouvelles selon le découpage suivant : « trois millions pour les travaux de l'Opéra de Lille, un million pour l'achèvement de l'inventaire national des orgues, un million de fonds de soutien à la création musicale, un million à la pratique amateur, un million virgule sept aux bourses pour les étudiants et quatre millions à l'enseignement et à la formation ». Trésor qui selon Fleuret « ne permet rien, ne donne aucune liberté de manœuvre et n'engage sûrement pas à la mise en place d'une politique nouvelle ». Et Maurice Fleuret de commenter : « Il me fallait quatre-vingt-dix millions pour tenir. J'en obtiens onze avec, dans le même temps, mon budget global amputé de vingt-huit millions. Cela signifie entre autres qu'on parle de secteurs prioritaires et qu'on leur accorde carrément moins de moyens qu'en 1984 ».

En clair, Maurice Fleuret, qui se veut l'homme d'une politique générale, logique — il parle de « proposer des menus » — n'accepte pas la poudre aux yeux d'une politique « à la carte » où l'on parlerait fort pendant qu'on se contenterait d'actions ponctuelles, ici et là, en attendant des jours meilleurs. Quand on « veut déployer », c'est-à-dire prendre à certains qui ont beaucoup pour donner à ceux qui n'ont rien, Fleuret s'y refuse net : « Ce que j'ai fait en cinq ans avec vous, ce n'est pas moi qui vais le casser aujourd'hui. » Devançant d'éventuelles attaques comme quoi l'argent manque cruellement en France et que les sacrifices sont nécessaires sur les choses futiles, Fleuret devait ajouter : « Arrêter deux semaines le chantier de la Bastille pour faire plaisir à Edouard Balladur a coûté quinze millions de francs. S'il y a de l'argent pour les caprices, il y en a donc aussi sûrement pour les nécessités. »

Maurice Fleuret s'en va donc face à un ministre « qui n'a pas pu — ou pas su — négocier son budget ». Pour ce qui est de la nomination de son successeur, (Marc Bleuze, actuel directeur du Conservatoire national de Paris, est fortement pressenti), Maurice Fleuret s'est contenté de dire qu'il accepterait une situation que lui refusait.

FABIAN GASTELLIER

Pascal Lebrun



Maurice Fleuret.

Les ayatollahs du centre

Ils n'auraient pas la tête un peu enflée nos chers confrères de « l'Evénement du Jeudi » ? Plutôt farauds, et à juste titre, du succès qui couronne leurs efforts ils passent la vitesse supérieure et entament une campagne d'affiches très mégalo. Sur le thème « ils ne supportent pas « l'Evénement du Jeudi » les masques grimaçants de quelques affreux semblent vociférer pour mieux marquer leur impuissance : Le Pen, Lecanuet, Marchais d'accord... encore que renvoyer dos à dos ces trois personnages est un peu simplet ; mais pour mieux équilibrer — liberté, liberté chérie — ils y ajoutent ce pauvre Laigniel qui a dû commettre le crime de ne pas être d'accord avec cette Bible infaillible qu'est désormais « l'Evénement ». Autrement dit pour cet hebdomadaire politique à la ligne ultra-sinusoïdale les propos racistes et antisémites d'un Le Pen sont à mettre sur le même plan que la réaction politique ou épidermique d'un socialiste démocrate même si son langage est parfois rude.

Il est vrai que quand on s'arroge le droit d'exiger la démission du président de la République en créant de toutes pièces une « rumeur » reprise aussitôt par des médias à l'affût, on n'en est plus à pinailler sur les principes. Déjà au lendemain du 16 mars ce même hebdomadaire titrait « Est-il fichu ? » décrivant les inévitables abysses dans lesquelles le président ne manquerait pas de sombrer. Est-ce pour avoir raison à tout prix qu'il relance un débat sur la cohabitation alors que toute la France s'en contrefiche et a autre chose en tête et que contrairement à ce que notre ami Kahn avait lu dans sa boule de cristal elle est loin d'être défavorable au président... Qui sur une autre affiche aussi sympathique que la précédente en compagnie de MM. Lagardère, Hersant, Chirac et Krasucki « ne peut rien sur « l'Evénement du Jeudi » ». Chapeau pour l'amalgame ! Je croyais que c'était une pratique stalinienne et non social-démocrate mon cher Kahn !

NICOLE CHAILLOT

LE DEFI A CHIRAC

Pendant la campagne électorale Jacques Chirac promettait d'être plus efficace que la gauche en matière de sécurité. Le voici pris au piège.

PAR CLAUDE ESTIER



A.f.p.



A.f.p.



Après l'attentat du Pub Renault.

SOULIGNANT la difficulté de la lutte contre le terrorisme, surtout lorsqu'il est d'origine extérieure, nous mettions en garde ici même la semaine dernière contre l'erreur que l'on commet en voulant assimiler cette lutte à une guerre alors que l'on a en face de soi un ennemi invisible qui agit où il veut et quand il veut, sans offrir de cible que l'on puisse atteindre directement. Ce qui s'est passé depuis à Paris n'a fait, hélas, que confirmer cette analyse. Trois nouveaux attentats meurtriers vendredi à La Défense, dimanche aux Champs-Elysées, lundi à la Préfecture de Police, sont venus démontrer que les terroristes n'ont que faire des grands discours et des menaces verbales. Et qu'en dépit de toutes les mesures de sécurité mises en œuvre, ils sont capables de frapper au moment qu'ils ont choisi et dans des lieux qui ne doivent rien au hasard, y compris au cœur même du dispositif policier.

Combien dérisoires apparaissent alors les grandes proclamations de MM. Pasqua et Pandraud que l'on a d'ailleurs beaucoup moins entendus ces derniers jours comme s'il leur avait été demandé de mettre une sourdine à leurs rodomontades !

Le Premier ministre est donc monté lui-même en première ligne, ce qui est normal puisqu'il est bien aujourd'hui le premier visé. C'est sans doute un constat bien désagréable pour un homme qui avait fondé une grande partie de sa campagne électorale sur l'incapacité de la gauche à assurer la sécurité des citoyens et qui pensait bien impressionner l'opinion par sa propre réussite dans ce domaine. Il a même pu un moment penser que la chance allait lui sourire puisque la libération des deux otages français du Liban, obtenue sans doute à la suite de l'inflexion de la politique française envers l'Iran, était généralement portée à son crédit.

Mais depuis Jacques Chirac a dû déchanter. Après six mois de pouvoir, il fait la démonstration que la droite ne détient pas plus que la gauche le remède miracle qui mettrait le pays à l'abri du

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

chantage terroriste. Les mesures qu'il a annoncées dimanche soir constituent un arsenal qui ne doit pas grand chose à sa propre imagination. Le rétablissement des visas pour tous les étrangers autres que ceux appartenant aux pays de la Communauté européenne et à la Suisse, était réclamé depuis longtemps par l'extrême droite. Outre les gros problèmes matériels que pose cette décision, elle ne modifie guère la situation des visiteurs en provenance des pays du Moyen-Orient qui étaient déjà soumis – à l'exception des citoyens israéliens – à l'obligation du visa.

Quant au renforcement du contrôle des frontières, notamment au moyen de patrouilles militaires, on peut se demander quelle sera son efficacité alors que les conditions mêmes dans lesquelles se sont produits les derniers attentats prouvent à l'évidence que leurs auteurs sont parfaitement implantés en France même, qu'ils y disposent de planques sûres et de sérieuses sources d'information. Les quelques indications recueillies de la bouche de témoins, que l'on encourage désormais à parler moyennant une forte rétribution, ce qui est une grande première dans notre pays, au moins sous cette forme publique, laissent également penser que les poseurs de bombe ne sont pas forcément des individus à peau basanée mais qu'il peut se trouver parmi eux des Européens liés, comme c'est le cas en Italie ou en Allemagne (voir page 6, l'article de Michel Mathieu) aux groupes extrémistes du Moyen-Orient.

Mis personnellement au défi, Jacques Chirac a donc choisi – que pouvait-il faire d'autre ? – la fermeté. Nul ne le lui reprochera mais la solidarité nationale à laquelle il fait appel aujourd'hui suppose aussi la clarté. Et c'est là qu'il est permis de lui poser quelques questions :

1) Approuve-t-il les propos de certains de ses ministres qui continuent à vouloir rejeter sur le prétendu « laxisme » des socialistes la recrudescence du terrorisme à laquelle on assiste aujourd'hui ?

2) Jacques Chirac, lors de son émission de dimanche à R.t.l., a affirmé qu'il ne possédait pas d'information au sujet d'une éventuelle négociation qu'aurait menée le gouvernement socialiste pour la libération d'Ibrahim Abdallah. Pourquoi, son ministre de l'Intérieur Charles Pasqua a-t-il alors prétendu, dans un entretien publié la semaine dernière par « le Quotidien de Paris », que cette négociation avait bien eu lieu et que l'affaire Abdallah était donc un « héritage » du gouvernement socialiste ?

3) Alors que le Premier ministre insiste lourdement sur sa parfaite entente avec le président de la République sur la lutte contre le terrorisme, va-t-il continuer à tolérer les propos irresponsables de certains de ses plus proches amis tels Jacques Toubon, secrétaire général du R.p.r., qui reprochait à François Mitterrand de ne pas avoir annulé son voyage en Indonésie sans même réfléchir au fait qu'une telle annulation aurait constitué un superbe cadeau aux terroristes dont l'un des objectifs est évidemment de paralyser la politique extérieure de la France ? Certes, le porte-parole de Matignon a immédiatement rectifié le tir en prenant le contre-pied de Toubon mais c'est quand même celui-ci que Chirac a placé et conserve à la tête de son parti !

Ce ne sont pas là, comme certains pourraient le croire, des questions secondaires. Car si la gauche fait aujourd'hui la démonstration qu'elle se conduit de manière autrement responsable que ne le faisait la droite quand elle était dans l'opposition, elle est en droit d'exiger du pouvoir actuel un comportement correct envers elle. De même qu'elle est en droit de veiller à ce que la lutte contre le terrorisme ne sorte pas des moyens du droit et du respect des libertés individuelles et collectives qui sont le fondement de notre démocratie. Le terrorisme aveugle, qu'aucune cause ne peut justifier, doit être combattu sans merci. Mais il faut savoir que c'est un combat difficile qui n'en est peut-être qu'à ses débuts et qui, en tout cas, ne se gagnera pas par des astuces subalternes et des propos irréfléchis. ●

EUROPE : A LA FOIS CIBLE ET VIVIER

La stratégie des terroristes opérant en Europe – inspirés par les Brigades rouges – vise à obliger les pays européens à céder du terrain dans leur traditionnelle zone d'influence : Méditerranée, Afrique, Proche-Orient...

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant, à Rome)

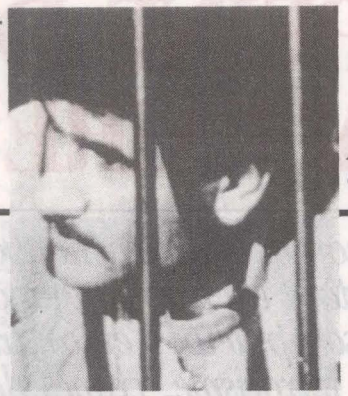
POUR Freud, l'origine du crime et l'origine de la politique se confondent. Il existerait donc entre l'assassinat et la politique une antique relation qui, si on l'avait oubliée, vient de nous être cruellement remise en mémoire. En s'autodéfinissant comme une lutte politique armée, le terrorisme arrache à la politique le masque conventionnel de la courtoisie pour répandre l'horreur et susciter la peur. Mais la parole terroriste est une définition faussement précise, aux contours élastiques, qui peut s'adapter à des situations extrêmement différentes dans des contextes plus ou moins meurtriers qui peuvent aller de l'attentat contre les biens à la guerre civile larvée comme au Liban.

Il ne faut donc pas mélanger les genres, et bien savoir ce que l'on entend quand on parle de terrorisme. Une connaissance de la matière, pour tout gouvernement qui se respecte est indispensable, mais qui jusqu'à ces derniers jours, ne semblait pas être l'apanage du Premier ministre français ni celui du responsable des services de renseignements. Personne dans leur entourage ne semble avoir en effet observé que les attentats qui ensanglantent non seulement la France, mais également de nombreux autres pays européens relèvent d'une nouvelle stratégie, née d'un nouveau type de terrorisme international qui rompt avec les structures propres aux Brigades rouges ou à la R.a.f. (Rote Armée Fraction) de la fin des années soixante-dix, lesquelles visaient à la déstabilisation interne et au « soulèvement des masses ».

La ligne de démarcation entre nouveau et ancien terrorisme, bien sûr n'est pas nette. En se référant à ce qui est contrôlable, c'est-à-dire aux caractéristiques des attentats, on peut estimer que le glissement en Europe s'est opéré par étapes à partir de 1981. L'enlèvement en décembre 1981 du général américain James Lee Dozier par les Brigades rouges a été en effet le premier signal d'une concertation stratégique des groupes européens avec le terrorisme d'origine arabe. Jusque-là les échanges entre les groupes s'effectuaient sur une base purement logistique, comme les fournitures d'armes, le passage dans les camps d'entraînement, et, d'une façon plus rare, l'échange ponctuel d'informations.

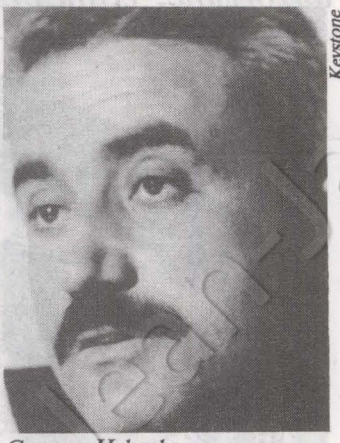
Moins de trois ans plus tard, la collaboration entre les groupes du Moyen-Orient et les Brigades rouges franchit une nouvelle étape en février 1984 avec l'assassinat, à Rome, d'un autre Américain : l'amiral Leamon Hunt. Cette fois ce sont des terroristes libanais qui entrent directement en action, épaulés par les Brigades rouges. Auteur présumé de l'attentat : Abdou Sarkis, ami d'enfance d'Ibrahim Abdallah, coresponsable du F.a.r.l. – qui opérait en étroite liaison avec les Brigades rouges et Ibrahim Abdallah – connu en Italie pour avoir été collaborateur de

A.f.p.



Abbu Abbas en Italie.

Keystone



Georges Habache.

Gamma



Me Vergès et son client Georges Ibrahim Abdallah.

l'agence libyenne Jana. Pendant ces mêmes années, après la tentative manquée du fameux « coup de main de Gafsa » (en 1980) – dont l'objectif était de fomenter une sédition dans le Sud tunisien dont le point d'ancrage devait être Gafsa – on vit le colonel Kadhafi s'agiter d'un bout à l'autre du Maghreb pour convaincre ses interlocuteurs par la persuasion ou par la menace d'adhérer à son projet du Grand Maghreb.

Devant les résistances courtoises mais fermes de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, Kadhafi se tournera vers le maillon le plus faible, et ce sera la guerre du Tchad. Ainsi la guerre de la Méditerranée déborde sur l'Afrique noire. L'intervention de la France a été déterminante pour contrecarrer les projets du leader libyen. Mais quelle aurait été la marge politique de la France si le pays avait été soumis depuis des mois à la pression des feux croisés du terrorisme ? Bien entendu, les groupes qui opèrent sous la protection de la Syrie, de la Libye ou de l'Iran, ne prétendent pas sérieusement menacer l'équilibre interne de pays comme la France ou l'Italie. Mais leur stratégie vise à obliger les pays européens à céder du terrain dans leurs zones d'influence. C'est ainsi que la France, sous la pression du terrorisme et du chantage, s'est engagée sur la voie d'un retrait progressif au Liban de ses contingents appartenant aux forces multinationales de sécurité.

La troisième étape de la transformation des terrorismes régionaux en véritable internationale du terrorisme – ou multinationale du terrorisme comme d'autres l'appellent – a été la démonstration de force, avec l'organisation simultanée d'attentats dans différents pays européens, alors que parallèlement on voit naître des groupes dans des pays où l'on s'y attendait le moins, comme en Belgique, où semble surgir du néant avec une violence redoutable les C.c.c. (Cellules communistes combattantes), qui ne s'en prennent ni aux grands bourgeois ni aux hommes politiques, mais aux responsables et aux installations de l'Otan. En Grèce, c'est l'apparition meurtrière du groupe 27 N (27 novembre) qui s'attaque essentiellement aux militaires américains. Au Portugal même, surgit un mystérieux groupe F.n. 25 A – Force nouvelle 25 avril (en référence au 25 avril 1973, date de la « Révolution des Œillets »).

Les archétypes du langage des Brigades rouges que l'on retrouve çà et là dans les textes de ces différents groupes, mais aussi dans les documents de la R.a.f., ainsi que les objectifs extra-nationaux de ces groupes, indiquent clairement un pilotage extérieur – dont les anciens réseaux des Brigades rouges sont les inspirateurs et le principal relais européen – au profit des « seigneurs de la guerre » du Moyen-Orient dont Ibrahim Abdallah est une des pièces maîtresses en Europe – qui eux-mêmes opèrent en collaboration avec des Etats comme la Libye, la Syrie et l'Iran.

Les liens entre les Brigades rouges et Ibrahim Abdallah remontent à la fin des années soixante-dix, quand celui-ci faisait encore partie du groupe de Georges Habache (en 1979 il aurait même suivi un stage auprès des Brigades rouges). En 1980, il quitte le Front de libération de la Palestine et fonde le F.a.r.l. qui se donne mission d'opérer en Europe. En 1981, après avoir débarqué à Rome, Ibrahim Abdallah et sa compagne, Jacqueline Esber, transitent à Genève avant de s'installer en France. Successivement on retrouve de nouveau la trace du leader des F.a.r.l. à Rome, à Milan, à Madrid – où l'on suppose qu'il prend des contacts avec des groupes espagnols et portugais – mais aussi à Belgrade où, comme on s'en souvient, le terroriste Abbu Abbas s'était déjà fait conduire après la prise d'otages sur l'« Achille Lauro ». Il est à craindre que ces groupes actuellement encore embryonnaires ne se gonflent et ne deviennent de véritables « cinquièmes colonnes », dont le véritable objectif sera de conditionner la politique des pays européens au Moyen-Orient. Un marché dans lequel les groupes nationaux qui partent pratiquement de zéro trouveraient leur compte.

Les prises d'otages au Liban, dans la plupart des cas de ressortissants américains et français, indiquent que cette deuxième phase est déjà en route. Mieux, elle a même déjà commencé à porter ses fruits avec l'expulsion de France manu militari de l'opposant au régime de Khomeiny, Mussa Radjavi, contre la libération de deux otages français. Jacques Chirac était alors enthousiasmé par cette tractation qu'il présentait comme une victoire personnelle. Les bombes qui, depuis, ont explosé dans les rues de Paris, soulignent cruellement le manque de fondement de l'optimisme du Premier ministre.

Mais il serait vain de réduire la violence des attentats dont la capitale a fait l'objet à la seule libération du leader du F.a.r.l. Ibrahim Abdallah. La coïncidence avec le sommet israélo-égyptien ne peut être totalement fortuite, et le message ne s'adresse pas seulement au gouvernement français mais a des résonances, à n'en pas douter, tant dans les autres pays européens et en premier lieu en Italie – où le gouvernement s'est réuni plusieurs fois pour débattre des problèmes de sécurité – que dans les pays arabes.

Rencontré au cours d'un colloque, l'ambassadeur d'Egypte à Rome me confiait : « L'assassinat du président Sadate est le premier assassinat d'un chef de gouvernement dans notre histoire. En 7 000 ans d'histoire écrite il n'y avait pas eu de précédent en Egypte. Nous, Arabes, nous sommes les premières victimes du terrorisme. » Donc au-delà de la revendication apparente qu'est la libération d'Ibrahim Abdallah, c'est, à n'en pas douter, la politique étrangère en Méditerranée qui est visée, et l'image de la vocation traditionnelle de la France dans cette région du globe qui est menacée.

Reste à poser brutalement la question : la France a-t-elle, ou aura-t-elle, encore les moyens de poursuivre une politique active au Moyen-Orient ?

Pour ne pas laisser le champ libre à des négociations bilatérales entre Etats-Unis et Union soviétique, ne sera-t-il pas nécessaire de s'orienter vers une concertation européenne qui comprendrait dans un premier temps les pays qui s'ouvrent directement sur la Méditerranée, et qui sont les premiers concernés par le terrorisme ? Un premier pas de concertation semble déjà avoir été accompli au niveau de la sécurité avec la réunion que tiendront à Londres, le 25 septembre, les ministres de l'Intérieur des pays de la Communauté européenne. La demande d'extradition par les autorités italiennes d'Ibrahim Abdallah, reconnu coupable d'appartenir à une bande armée et d'introduction d'explosifs sur le territoire italien, va dans le sens d'une réponse européenne au terrorisme.

PEINE DE MORT : UNE "AFFAIRE" QUI MARCHE

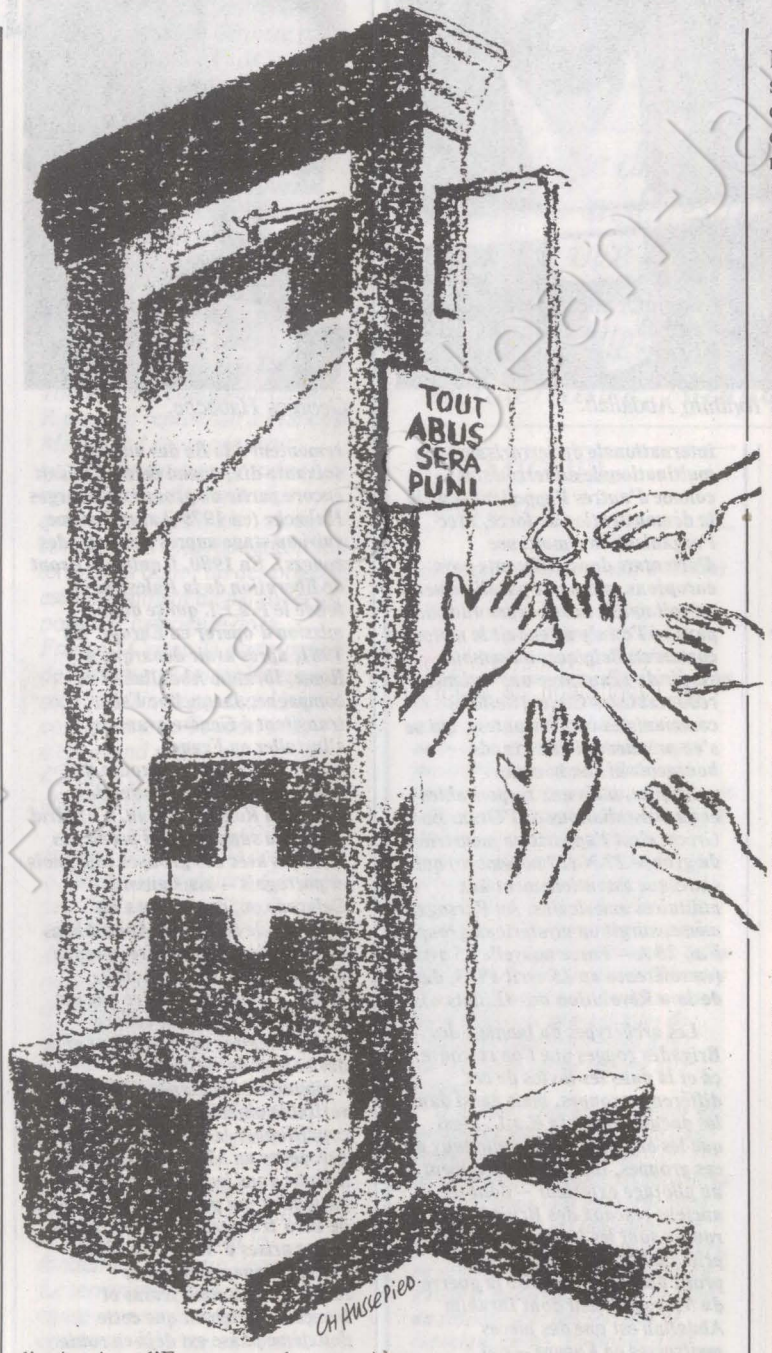
La peine de mort définitivement abolie en France – et ils le savent bien – constitue pourtant un trop bon fonds de commerce électoral pour que des politiciens peu scrupuleux n'en continuent pas moins à l'exploiter quand le « climat » – terrorisme, crimes de sang ou kidnapping – s'y prête.

PAR MARTINE DUCOUSSET

LA mort, cette punition. La mort vengeresse et haineuse réclamée par tous ceux que trop d'horreur révulse. Ils veulent tuer pour l'exemple, pour arrêter les frais. La mort, partout et sans répit. La mort, odieusement, comme solution tarée aux problèmes de la vie.

« Ils ont posé les bombes ? Qu'on leur coupe la tête ! » Choqué, bouleversé par la vague d'attentats qui frappe aujourd'hui l'Hexagone, l'homme de la rue pousse à la guillotine. Normal, c'est viscéral : œil pour œil, sang pour sang. Selon un récent sondage publié par « France-Soir », 64 % des Français se déclarent favorables à l'application de la peine capitale pour les terroristes. « Normal », donc. Ce qui l'est moins, c'est la réaction des 104 parlementaires qui, sous la houlette de Roland Nungesser, député-maire R.p.r. de Nogent, exigent – et c'est toujours « France-Soir » qui jubile d'avoir à l'annoncer – « la mort pour les terroristes ».

Pas normal, parce que pas légal. Nungesser et ses petits camarades – Michel Debré et Michel Poniatowski ont signé des deux mains tandis que Jacques Chirac, lui, continue à se dire opposé à la réouverture du débat – savent pertinemment que la peine de mort a été abolie en France. Et ils savent encore mieux qu'il est quasiment impossible d'abolir l'abolition, vu que le gouvernement socialiste a obtenu, fin 1985, la ratification par le Parlement du protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme concernant, justement, la peine capitale. Mais Nungesser, qui se veut futé, pense avoir déniché la faille : le texte européen prévoit, en effet, le retour possible à l'exécution d'Etat pour « les actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ». Or la France, menacée par l'expansion des actes terroristes, se trouve, affirment nos parlementaires, dans « une sorte d'état de guerre ». Le remède est donc d'une simplicité enfantine : rétablissons la peine de mort pour, enfin, terroriser les terroristes.



« Absurde », tonne Frédéric Pottecher, que tant d'années passées à hanter les prétoires ont convaincu de l'inutilité flagrante de la guillotine : « La peine de mort est déjà parfaitement inefficace, mais dans ce cas, c'est encore plus vrai. Ces gens-là ne raisonnent pas comme nous, ils ont un autre système de pensée que le nôtre. On ne peut les juger comme on jugerait des gamins d'Aubervilliers. » De plus, ajoute Pottecher, « les terroristes sont des fanatiques. En guillotiner certains, c'est faire le jeu de tous les autres. Pasqua va fabriquer des martyrs. »

Des martyrs, et bien vite d'autres bombes. Le risque du châtiment suprême n'est qu'une péripétie dans la vie de ces hommes que la faucheuse séduit. « Il faut bien comprendre, explique l'avocat Jean-Denis Bredin, que nous nous trouvons confrontés à des êtres que la mort n'inquiète pas une seconde. Ils l'ont intégrée, complètement, et se moquent éperdument de l'éventuel couperet qui pourrait s'abattre sur eux. » Les terroristes couchent avec la mort. Comment pourraient-ils avoir peur de cette maîtresse sanglante ?

Mais il y en a, en France, qui insistent. Ils ont tort. Psychologiquement, et aussi juridiquement : le fameux « état de guerre » invoqué par les fanas de la tête qui tombe ne résiste pas à l'analyse. La guerre, ce sont des nations qui la déclarent, et des armées qui la font. Le droit international est très clair là-dessus. Le protocole numéro 6 de la Convention européenne des droits de l'homme précise d'ailleurs qu'aucune dérogation au principe de l'abolition de la peine de mort ne peut être admise, même en cas de « danger public menaçant la vie de la nation ». La France connaît ce danger, et en souffre. Rien ne l'autorise pourtant à transgresser les règles qui régissent la com-

munauté démocratique à laquelle elle appartient.

« Se servir du terrorisme pour revenir à la peine de mort serait vider entièrement le protocole de son contenu, poursuit Jean-Denis Bredin. D'autres pays européens auraient déjà pu demander des dérogations : l'Angleterre avec l'Ira, l'Allemagne avec la bande à Baader, l'Italie avec les Brigades rouges. Ils ne l'ont pas fait. Violer le protocole à tout bout de champ reviendrait à nier son existence même. » Alors, que cherchent donc Nungesser et consorts, à qui les subtilités du droit international n'ont sans doute pas échappé ? Bredin avance une hypothèse : « Je crois plutôt que c'est la revendication pour le retour à la peine de mort qui utilise le biais du terrorisme pour se faire entendre. »

Bien vu. Car Nungesser, quand il réclame « la mort pour les terroristes », ajoute immédiatement « et pour les rapts d'enfant ou prise d'otage, les meurtres d'un agent de la force publique ou de l'administration pénitentiaire dans l'exercice de ses fonctions, la récidive de crimes de sang et l'assassinat précédé de sévices ou de tortures. » Bref, pour tous les cas qui justifiaient déjà, avant l'abolition, le recours à la guillotine. Oubliés, les terroristes. Ce qui est en jeu ici, c'est bien la possibilité que veut se donner une certaine société de tuer légalement. Répondre au mal par le mal, couper des têtes non pas pour réparer, mais pour se venger.

Voilà donc que refait surface, une fois de plus, ce débat qui n'en finit pas de diviser les Français. Pour, ou contre ? De tous temps, abolitionnistes – Victor Hugo par exemple, ou encore Flora Tristan – et anti-abolitionnistes se sont farouchement opposés sur la question. Alphonse Karr clamait : « Que messieurs les assassins commencent », le cinéaste André Cayatte lui répondait, beaucoup plus tard, « Nous sommes tous des assassins ». Certains prônaient l'exemplarité de la peine, d'autres mettaient en doute son caractère dissuasif. L'une des premières actions de la gauche au pouvoir fut de guillotiner la guillotine. Mais le débat, qu'on croyait enterré, demeure.

« C'est incroyable, commente Frédéric Pottecher. Quand les gens arriveront-ils à comprendre que la peine de mort ne sert strictement à rien ? La courbe de la criminalité n'a jamais été influencée par l'existence ou la non-existence du châtiment suprême. » De plus, la guillotine est une formidable loterie : « A Troyes, Patrick Henry, l'assassin du petit Philippe Bertrand, a sauvé sa tête grâce à un très bon avocat et à un mauvais procureur. Treize jours plus tard, à Douai, Jérôme Carrein était condamné à mort pour un crime similaire. Son avocat était médiocre et le procureur remarquable. »

Les tenants de la guillotine sont imperméables à la raison. Parce que c'est l'irrationnel qui les guide. L'exemplarité de la peine ? Ce n'est pas leur problème. Peu leur importe finalement la phrase lancée par Petiot à son avocat René Floriot juste avant l'exécution : « Après tout, ce n'est qu'un mauvais moment à passer », phrase qui indique à merveille combien le risque d'une mort possible n'arrêtera jamais le bras d'un criminel en puissance. Oui, peu leur importe : ce qui compte avant tout, c'est l'application de la loi du Talion. C'est la haine, le désir de meurtre, l'envie de faire expier.



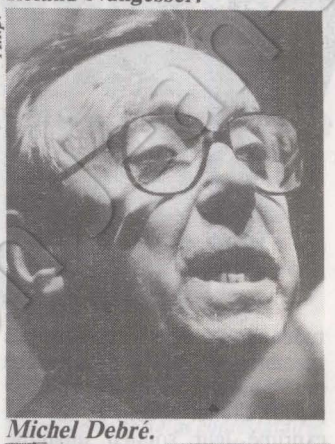
Victor Hugo, fervent abolitionniste.

Pascal Lebrun



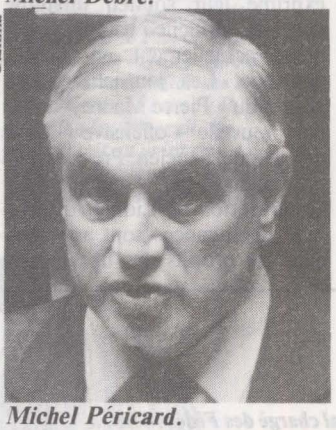
Roland Nungesser.

A.f.p.



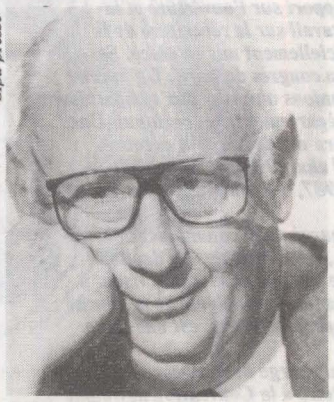
Michel Debré.

Gamma



Michel Péricard.

Sipa-presse



Michel Poniatowski, douteux adeptes.

C'est tout ce qu'il y a d'un peu sombre et d'un peu bas en nous : « Le crime n'est pas la seule cause de nos malheurs, explique Thierry Lévy, mais c'est un malheur possible, un mal contre lequel il faut lutter et se prémunir. Aussi la répression nous apparaît-elle comme une solution nécessaire, même si elle est inefficace (1). » Et c'est, tristement, comme le reconnaît en soupirant Frédéric Pottecher, « le peuple et non pas les bourgeois » qui réclame cette répression.

Le peuple, même si on considère la chose déplorable, réagit avec ses tripes. Les politiciens, eux, gardent l'œil cyniquement vissé sur leur électorat. Dont ils flattent les tripes, sans arrêt et grossièrement. Le discours sécuritaire, ça marche ? Faisons donc bouillir la marmite jusqu'à l'explosion finale. La peine de mort, nos campagnes la réclament ? Demandons donc le rétablissement de la guillotine, ce sera toujours autant de voix de gagnées.

Lamentable démagogie. Qui ne résout rien, et qui est dangereuse. L'inhumain domine le monde, seule la morale, peut-être, pourrait servir de bouclier. Mais certains, en France, n'entendent rien à la morale. Parlant des « gens réputés simples » qui sont les plus fermes partisans de la peine de mort, Thierry Lévy dénonce : « Ils réclament la tête du criminel pour ne pas voir tomber la leur, car ils n'ignorent pas que celui qu'ils veulent voir à l'échafaud incarne la révolte dont ils n'ont pas eu le courage et qu'ainsi sa disparition les consolera de leur lâcheté. Réaction compréhensible finalement et beaucoup plus tolérable que celle de ceux qui exploitent cette faiblesse pour faire croire que le crime met la société en danger, que les mesures de sécurité doivent être renforcées, et que l'opinion publique, dans sa sagesse, les réclame (2). » L'opinion publique a bon dos. Les rapaces, eux, continuent à se regarder dans une glace. ●

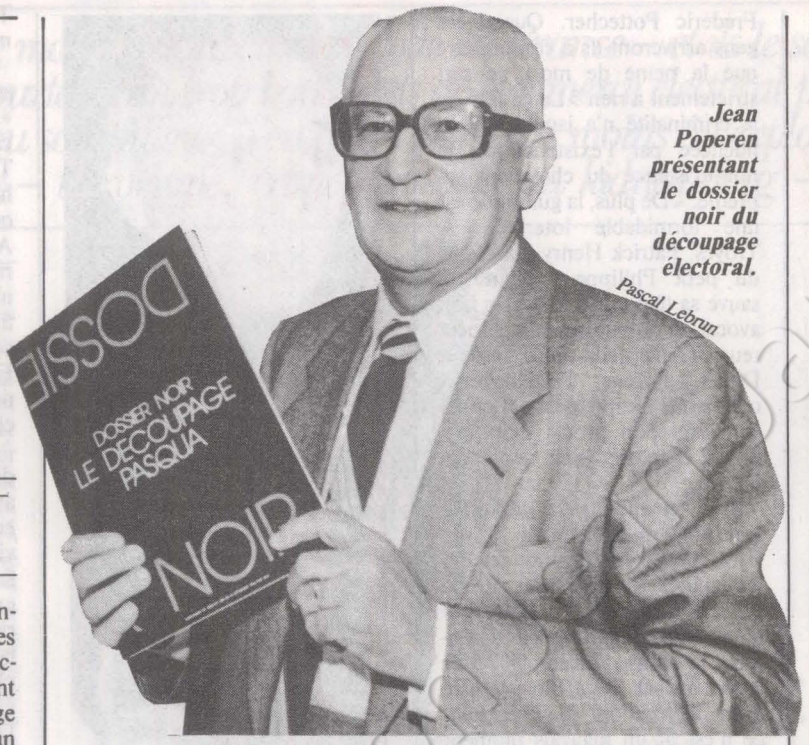
(1) *« Le Crime en toute humanité », par Thierry Levy. Ed. Grasset.*

(2) *« Le Désir de punir » par Thierry Levy. Ed. Fayard.*

P.S : LA MOBILISATION AVEC DES NUANCES

Une fois de plus on essaie de faire croire que les socialistes sont divisés. C'est une présentation très tendancieuse des débats du Comité directeur.

PAR ANTOINE VIOLET



Jean Poperen présentant le dossier noir du découpage électoral. Pascal Lebrun

A EN croire les commentaires de la presse, les débats du Comité directeur de samedi dernier auraient fait apparaître un nouveau clivage au Parti socialiste avec, d'un côté, les « durs » et de l'autre côté, les « mous ». Au camp des premiers appartiendraient Pierre Mauroy, Jack Lang et Jean Poperen. Parmi les seconds, Lionel Jospin serait d'autant plus isolé que ceux qui sont supposés penser comme lui, notamment Laurent Fabius et Michel Rocard, ne se sont pas manifestés. Voilà, une fois de plus, un bien curieux schématisme qui surprendra ceux qui ont assisté aux débats en question.

«Le Monde » a « vu » la « solitude » du Premier secrétaire. Les membres du Comité directeur ont pourtant longuement applaudi Lionel Jospin et lui ont exprimé leur soutien unanime dans la difficile bataille qu'il mène actuellement en Haute-Garonne. Les journalistes ont « entendu » Pierre Mauroy lancer une nouvelle « offensive » alors même que l'ancien Premier ministre s'est déclaré « rassuré » par l'intervention de Lionel Jospin.

Si des nuances sont apparues dans les propos des uns et des autres – à quel moment n'y-en-a-t-il pas eu dans les débats du Parti socialiste ? – elles sont beaucoup plus subtiles que la présentation qui en est faite et tiennent évidemment à la situation politique inédite dans laquelle nous nous trouvons depuis le 16 mars du fait de la coexistence institutionnelle. Pour certains, cette situation a conduit le Parti socialiste, de peur de gêner le président de la République, à modérer ses critiques contre la politique actuelle. C'est notamment l'idée que Pierre Mauroy avait exprimée il y a trois semaines, devant les membres de son courant réunis à Montpellier. Mais les différentes interventions au Comité directeur ont plutôt montré que ce débat était maintenant dépassé.

Celle de Lionel Jospin, d'abord, qui a défini en trois mots la tonalité qui doit être celle du parti : critique, offensive, responsable. C'est de l'importance relative que l'on donne à ces trois mots que peuvent naître les nuances par lesquelles on voudrait opposer la « rudesse » des uns à la « souplesse » des autres. Mais si l'on y regarde de plus près, on tombe très vite dans le faux débat. Une attitude plus offensive du parti ne gênerait pas le président de la République, assure Pierre Mauroy. Mais Lionel Jospin dit-il vraiment autre chose quand il affirme qu'il ne faut pas poser les problèmes dans notre relation avec le chef de l'Etat mais par rapport à la partie la plus indécise de l'opinion, celle qui a basculé vers la droite le 16 mars et qui peut revenir vers la gauche ?

Autre affirmation essentielle du Premier secrétaire : « Nous sommes dans l'opposition mais nous ne devons pas donner l'impression que nous y sommes retournés pour dix ans car les échéances sont à court terme. » Et Lionel Jospin d'ajouter cette pertinente remarque : « Si nous sommes d'accord là-dessus, le reste est du quantitatif. »

Quantitatif, en effet, quand Jack Lang réclame « une plus grande pugnacité » et des « ripostes plus vigoureuses », quand Louis Mermaz souhaite que le P.s. passe à l'offensive, quand Pierre Mauroy demande que l'on « conteste pied à pied » les mesures prises par le gouvernement ou quand Jean Poperen affirme qu'il faut prendre appui sur l'évolution de l'opinion éventuellement en la précédant mais « sans être trop en avance sur le mouvement ». Dès lors Jean-Pierre Chevènement avait peut-être raison de ne pas comprendre où était l'opposition entre Mauroy et Jospin. Le Premier secrétaire, après avoir écouté attentivement l'intervention de l'ancien Premier ministre, a d'ailleurs estimé qu'il n'avait pas trouvé matière à lui répondre.

Beaucoup de bruit donc, visant surtout à faire croire, comme à l'habitude, que le Parti socialiste est divisé. L'ensemble de ses responsables ont pourtant bien conscience aujourd'hui du rôle essentiel qu'ils ont à jouer alors que la gauche occupe encore, avec François Mitterrand à l'Elysée, une position essentielle de pouvoir mais où la politique du gouvernement Chirac n'a d'autre objectif depuis six mois que de détruire dans tous les domaines – l'économie, le social, l'école, les libertés, la communication, etc. – ce que la gauche a construit pendant cinq ans. Les socialistes n'ont rien de commun avec ce gouvernement. Cela peut être dit avec des nuances dans le ton mais il n'y a pas le moindre désaccord sur le fond. ●

Le calendrier du parti

Marcel Debarge, secrétaire national chargé des Fédérations, a présenté lors du Comité directeur un rapport sur l'ouverture et la modernisation du parti. Le groupe de travail sur la réécriture de la déclaration de principes du P.s. est officiellement mis en place. Ses conclusions seront soumises au prochain congrès du parti. Un bureau national des adhésions est créé. Des réunions ouvertes aux sympathisants se tiendront prochainement au niveau départemental et régional. Une journée d'accueil des sympathisants sera organisée le 4 octobre.

Michel Charzat, secrétaire national chargé du secteur public, a annoncé la tenue, au début de l'année 1987, d'« états généraux du service public ».

Michel Pezet, secrétaire national chargé de la communication, a présenté la campagne de rentrée du P.s., qui s'intitule « la droite se plante ». Cette campagne sera organisée en trois phases, qui visent à montrer successivement que le P.s. est la force principale de la gauche ; que l'action du gouvernement est un échec ; que le P.s. est une force d'alternance.

Jean-Paul Bachy, secrétaire national chargé des entreprises et de l'emploi, a présenté un rapport préparatoire à la Convention nationale sur l'emploi, qui se tiendra les 13 et 14 décembre prochains.

P.C.: LA RENOVATION EN TROMPE L'OEIL

La direction du P.c. a su se servir de l'expression des contestataires à la fête de « l'Humanité » pour démontrer l'existence d'un débat au sein du parti... Les Cardoze et autres « rénovateurs » sont parfois bien utiles.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

GRANDE première, le week-end dernier, à la Fête de l'Humanité, à La Courneuve. Les contestataires du P.c., regroupés autour de la revue « M », étaient officiellement présents. Ils avaient été autorisés à tenir un stand, au Village du livre. Une reconnaissance éclatante de la part de la direction du P.c. de l'existence d'une opposition interne organisée. « Pendant deux jours les gens n'ont pas arrêté de défiler. Nous n'avons eu que trois insultes. Michel Cardoze a vendu tous ses livres (1). Pour nous, c'est un véritable succès », constatait, dimanche soir, Gilbert Wasserman, le rédacteur en chef de « M ».

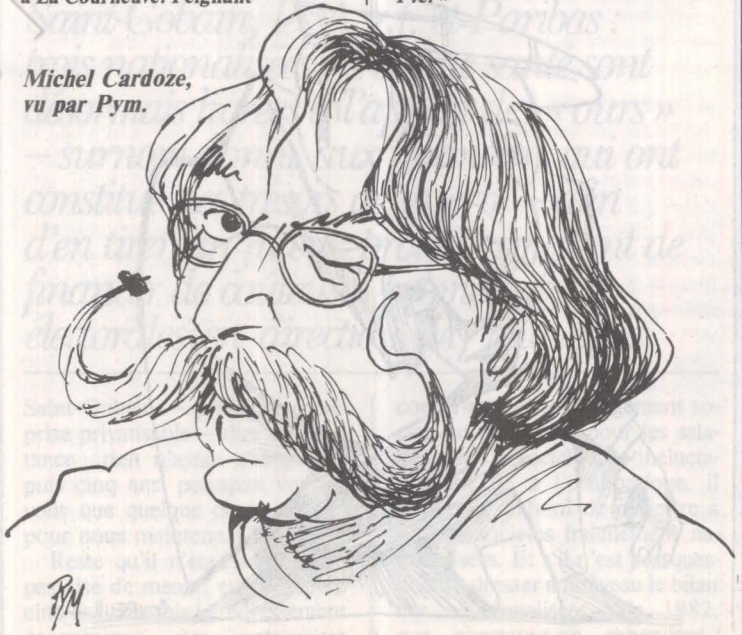
Selon les responsables de cette publication, c'est en quelque sorte cet engouement qui explique leur présence à la Fête de l'Humanité : « La direction a pris conscience qu'elle ne parvenait pas à enrayer le déclin du Parti et à maîtriser la contestation qui règne aussi bien au sein du P.c. que dans l'électorat communiste. D'où le recentrage actuel à l'approche des prochaines échéances électorales. Il ne faut pas oublier que les derniers sondages accordent autour de 5 % au candidat communiste aux présidentielles. »

Autrement dit, la direction du P.c. aurait été contrainte à faire une concession dans le cadre du rapport de force qui l'oppose aux contestataires. Un raisonnement séduisant que les rénovateurs tiennent avec d'autant plus de satisfaction qu'il renforce l'importance et la crédibilité de leur mouvement.

Mais dans la mouvance hétéroclite de « M », cette analyse optimiste n'est pas unanimement partagée. « C'est méconnaître profondément l'appareil du Parti que de croire qu'il cède d'un côté sans en tirer parti de l'autre, explique un journaliste communiste en rupture de ban. La direction fait des sourires mais continue à bétonner sur le fond. La ligne politique ne change pas, les méthodes répressives persistent à l'égard des contestataires qui veulent continuer à rester dans la mouvance du Parti. En fait, on nous accorde seulement le droit de grogner dans notre coin sans tenir compte de notre opinion. »

En effet, sur le fond la direction demeure inflexible. Elle a fait la sourde oreille aux 3 000 pétitionnaires qui réclamaient la tenue d'un congrès extraordinaire. Avec plus ou moins de bonheur, elle poursuit la normalisation des Fédérations contestataires. Enfin, Georges Marchais traite par un profond mépris les « rénovateurs » présents à La Courneuve. Feignant d'ignorer le mensuel « M », il utilise les vieilles ficelles : « Je ne connais pas bien cette revue. Je crois qu'elle est animée par Henri Lefebvre. Un grand philosophe, j'ai déjeuné avec lui il y a quelque temps. » Le livre de Cardoze ? « Il n'y a rien d'intéressant... ».

Reste que la direction du P.c. saura se servir de l'expression des contestataires à la Fête de l'Humanité pour démontrer l'existence d'un débat au sein du parti... Bref, l'« ouverture » apparaît plutôt tactique. Devenir une opposition interne-alibi, c'est la crainte de certains contestataires convaincus de l'impossibilité de faire évoluer le P.c. de l'intérieur : « Nous avons tout à perdre d'une reconnaissance officieuse ou de fait de tendances au sein du P.c. Car la direction les diluerait, les noyauterait au point de les paralyser totalement. En fait, il faut créer une structure à côté du P.c. »



Michel Cardoze, vu par Pym.

Depuis la rentrée, des modifications de comportement de la direction du P.c., se sont également montrées vis-à-vis de l'extérieur du Parti. Le week-end dernier, aussi bien Georges Marchais qu'André Lajoinie ont mis un bémol aux hargneuses attaques anti-socialistes qui émaillaient chacune de leurs interventions il y a quelques mois encore. La Fête de « l'Humanité » reflétait ce nouveau climat. Les slogans et calicots critiques à l'égard du P.s. qui surmontaient les stands l'an dernier, avaient disparu ce week-end. Certes, André Lajoinie stigmatise « l'abandon des engagements pris par le pouvoir socialiste » et souligne que « le Premier ministre, Chirac, se vante de disposer de plus de moyens avec l'actuel président de la République qu'il n'en avait avec Giscard... ».

Mais les attaques anti-socialistes, plus rares et moins virulentes, cèdent désormais la priorité à un discours anti-droite de classe de la plus pure orthodoxie, dans lequel le P.c. dénonce, sans faire dans la dentelle, « la brutale politique réactionnaire » de Chirac, « la domination du grand capital », « l'arrogance des forces réactionnaires », etc.

La direction communiste, là aussi, procède-t-elle à une autre « ouverture » ? Non, bien sûr. La justesse de la ligne politique du XXVe Congrès est réaffirmée sans l'ombre du moindre doute. « Mais le P.c. s'efforce de montrer qu'il constitue une force d'opposition plus combative à l'égard de la droite que le P.s. », explique un communiste contestataire.

D'autres facteurs expliquent cette évolution tactique. Au moment où les socialistes s'insurgent contre le découpage électoral, les orientations du budget et, plus généralement, l'ensemble de la politique gouvernementale, le P.c. aurait du mal à renvoyer dos à dos la droite et le P.s. D'autre part, comment continuer à attaquer les socialistes tout en demandant avec insistance à François Mitterrand de ne pas signer l'ordonnance sur le découpage. Enfin, à plus long terme, le retour du scrutin majoritaire va remettre à l'ordre du jour le problème du report des voix lors des prochaines échéances. Et le P.c. aura bien besoin des suffrages socialistes comme il en a eu besoin, par exemple, dimanche dernier pour reprendre dans l'Allier un siège de conseiller général qu'il avait perdu en 1985...

(1) « Nouveau voyage à l'intérieur du Parti communiste » (Fayard).

LA C.G.T. PEUT-ELLE FAIRE BANDE A PART ?

Sur le front social, les nouvelles ne sont pas bonnes : augmentation du chômage et menaces de licenciement. Devant le danger croissant les syndicats serrent les coudes... sauf la C.g.t. empêtrée dans ses contradictions.

PAR CLAUDE JADOUL

« ENTRE la gauche et la droite nous ne mettons pas le signe égal » : en une petite phrase, Henri Krasucki vient de remettre les pendules cégétistes à l'heure, même si d'aucuns grincent des dents et s'en tiennent toujours à la version « Fabien » pure et dure au sein de la Confédération. « Chirac c'est Fabius en pire », le disque est archi-usé. Et ne résiste plus aux faits. D'où le virage insensible du secrétaire général de la C.g.t. qui, ne l'oublions pas, s'efforce de conserver, vaille que vaille, une image pluraliste à la C.g.t. Malgré les avatars et les accusations de « mollesse », Henri Krasucki s'en tient assez fidèlement à son cap : éviter – autant que faire se peut – le retour à la C.g.t.u., c'est-à-dire réduire sa confédération à la portion congrue communiste. Mais une petite phrase ne fait pas le printemps. On attendait des confirmations. Elles sont venues à différents niveaux et elles témoignent peut-être d'une évolution des esprits. C'est ainsi que les proches de Krasucki tiennent ab-so-lu-ment à vous le confirmer : « Henri est un vrai syndicaliste ». Ils y en auraient donc de faux à la C.g.t. ? Voilà pour l'anecdote. Derrière celle-ci, il y a aussi une modification de la stratégie qui se profile à l'horizon, sans trop le dire. C'est ainsi que le rapport de Gérard Alezard – qui ne passe pas spécialement pour un mou – devant la Commission exécutive du début du mois a amorcé un changement de cap imperceptible. Il y a d'abord l'usage des termes. Alezard s'est prudemment abstenu de prononcer l'expression rituelle « poursuite d'une politique contraire à »... En soi, ce non-dit vaut d'être relevé, et pas seulement pour la C.g.t.

Le secrétaire confédéral a aussi expliqué que « le capital n'est plus comme il y a six mois ». Et l'économiste de la C.g.t. n'a pas craint d'aller au fond de certains problèmes comme ceux liés à l'évolution alarmante de notre démographie. La C.g.t. le reconnait : la France vieillit, ce qui ne manquera pas de causer problème pour le financement des retraites. Bref, il ne suffit plus de dire : « les riches payeront ». C'est sur cet arrière-fond que la C.g.t. a reçu cinq sur cinq l'appel à l'unité d'action lancé par Jacques Pommatau et la F.e.n. Celle-ci vient de recevoir en réponse une sorte de « ni oui, ni non » qui laisse la porte ouverte à des initiatives communes ultérieures. Mieux : la confédération mandate l'U.g.f.f./C.g.t. de Thérèse Hircsberg pour mener des conversations avec la Fen sur ce thème. Et là, il est permis d'être un peu sceptique sur le sens unitaire de la patronne de l'U.g.f.f. Toujours est-il que la C.g.t. n'attendra pas le 21 octobre, comme proposé par la Fen et les organisations C.f.d.t., F.o., C.g.c. et C.f.t.c. de fonctionnaires pour appeler à la mobilisation. « La C.g.t. a voulu être à l'initiative et organisera une journée d'action dès le 30 septembre dans la fonction publique, une manière comme une autre de se dissocier de ceux « qui font l'apologie des « petits boulots » et copinent avec Séguin » (la C.f.d.t. ndlr). La Fen a donc changé son fusil d'épaule pour proposer une journée d'action dans l'Education nationale à la mi-novembre. Cette proposition a été votée à l'unanimité du Conseil fédéral des 15 et 16 septembre dernier, la tendance Unité et Action à direction communiste renouant à cette occasion avec une orientation unitaire. En soi, il s'agit d'un petit événement qui témoigne, lui aussi, de l'évolution des mentalités syndicalistes. Et ce phénomène prend encore davantage de relief lorsque l'on connait l'allergie des communistes rénovateurs d'Unité et Action à l'égard des visées de Thérèse Hircsberg sur le monde enseignant...

La patronne de l'U.g.f.f. est, de son côté, un peu en difficulté. Le poids relatif des fonctionnaires dans la C.g.t. va en s'amenuisant ces dernières années ; on parle même d'une véritable érosion des effectifs. A force de « normaliser », Thérèse Hircsberg récolte ainsi des fruits bien amers... A l'inverse, la C.g.t. se porte plutôt mieux sur le terrain des effectifs.

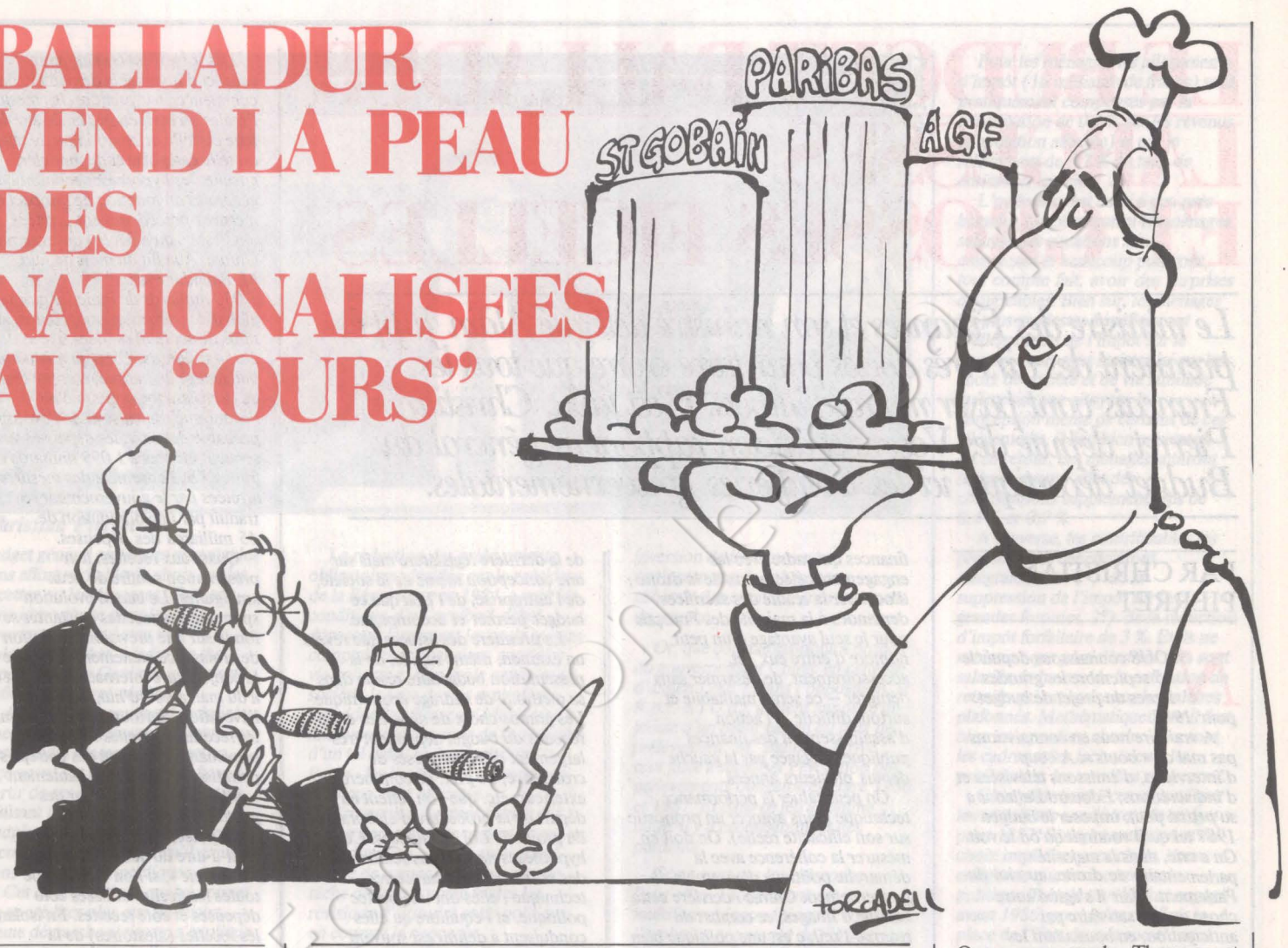
Autre bon indice : le résultat des élections professionnelles où la C.g.t. enregistre un gain constant de 1 % depuis plusieurs mois, tandis que F.o. reste stable, que la C.g.c. recule légèrement et que la C.f.d.t. ne parvient pas à stopper l'érosion.

Un tantinet euphorique, un dirigeant lâche ainsi : « Si l'élection prud'homale avait lieu aujourd'hui nous enregistrerions un gain. » » Mais, d'ici à 1987 date de ce scrutin, la C.g.t. a intérêt à accumuler les bons indices. Le moyen ? L'unité d'action, sous une forme ou sous une autre, derrière la locomotive C.g.t., s'entend. Il n'y a pas d'autre raison à la décision cégétiste d'une journée d'action dans la fonction publique dès le 30 septembre prochain, sans accord préalable avec d'autres organisations.

Le problème de l'unité d'action va pourtant se reposer, très vite. Que feront les fonctionnaires et les syndicats C.g.t. du secteur nationalisé par rapport à la journée de grève initiée par la F.e.n., la C.f.d.t., la C.g.c., la C.f.t.c. et les autonomes dans la fonction publique et le secteur national, le 21 octobre. Restera-t-elle à l'écart de ce mouvement ou s'y inscrira-t-elle ? La question est d'autant plus intéressante qu'une inter-syndicale se dessine à E.d.f.-G.d.f., à la R.a.t.p., dans le secteur nationalisé. Sans la C.g.t. Or celle-ci y a de solides bastions comme dans le secteur de l'énergie où elle est majoritaire. Porte de Montreuil, on se borne à une esquisse de réponse : « On verra bien après le 30 septembre ». La C.g.t. veut vérifier sa propre capacité de mobiliser avant d'aller plus loin. Mais peut-elle se permettre encore longtemps de jouer le superbe isolement ? Un peu partout, à Air-France, parmi les cheminots, à la R.a.t.p., à l'A.f.p., les mouvements que l'on a pu observer ces dernières semaines traduisent une aspiration diffuse mais certaine à l'unité d'action. Et la C.g.t. a été partante, sur le terrain. Reste à convaincre son état-major...



BALLADUR VEND LA PEAU DES NATIONALISEES AUX "OURS"



PAR PHILIPPE MAQUAT

Saint-Gobain, les A.g.f. et Paribas : trois nationalisées en bonne santé sont désormais livrées à l'appétit des « ours » – surnom donné aux financiers qui ont constitué des trésors de guerre – afin d'en tirer un juteux profit permettant de financer de coûteuses promesses électorales en direction des plus aisés.

A l'heure où les bombes explosent aux quatre coins de la capitale, l'annonce des trois premières privatisations – en l'occurrence Saint-Gobain, les Assurances Générales de France et Paribas – laisse les Français plutôt indifférents. Inévitable. Complexe, et jugé trop théorique par le grand public, le débat sur les nationalisations, puis sur la privatisation n'a, de toute façon, jamais vraiment sensibilisé l'opinion. Encore moins dans le contexte actuel. Il faut cependant le regretter, même s'il est vrai que le secteur nationalisé en 1982 n'a pas suffisamment joué le rôle de laboratoire social qui devait, à l'origine, être le sien. Dans ces conditions il n'est pas surprenant d'entendre le personnel de Saint-Gobain – première entreprise privatisable – dire en substance : rien n'ayant changé depuis cinq ans, pourquoi voulez-vous que quelque chose change pour nous maintenant ?

Reste qu'il n'était sans doute pas aisé de mener, en seulement cinq ans, à la fois le redressement économique des entreprises concernées et le changement social, au quotidien, pour les salariés. Car le social étant inéluctablement lié à l'économique, il importait d'abord de remettre à flot les sociétés fraîchement nationalisées. Et s'il n'est pas question de dresser à nouveau le bilan des « nationalisées » de 1982, que constate-t-on cependant ? Que, par exemple, Thomson et Rhône-Poulenc dans une situation précaire en 1981 sont bénéficiaires cinq ans plus tard, et que le bilan de santé présenté par Saint-Gobain, les A.g.f. et Paribas, est excellent. Bref, Edouard Balladur n'a pu faire autrement que confirmer ce diagnostic, le 10 septembre dernier à l'« Heure de vérité », et reconnaître du même coup qu'il jouait sur du velours en privatisant d'abord les trois entreprises précitées. C'est du reste ce qu'il voulait.

Cela signifie que si le secteur lourd, avec la sidérurgie notamment, continue à perdre de l'argent, les autres « nationalisées » sont non seulement sorties du rouge mais ont même atteint, pour certaines, la dimension internationale. « Au point, de venir titiller leurs concurrentes ouest-allemandes », fait remarquer Jean-Paul Bachy, le secrétaire

(suite en page 14)

LE BUDGET BALLADUR LARGESSES ET GROSSES FICELLES

Le ministre des Finances et son ministre délégué Alain Juppé prennent des airs très doctes pour faire croire que tous les Français vont payer moins d'impôts. C'est faux. Christian Pierret, député des Vosges et ancien rapporteur général du Budget décortique ici les tromperies gouvernementales.

PAR CHRISTIAN PIERRET

NOUS connaissons depuis le 15 septembre les grandes lignes du projet de budget pour 1987.

A vrai dire nous en connaissions pas mal de « bouts ». A coup d'interviews, d'émissons télévisées et d'indiscrétions, Edouard Balladur a su petit à petit, imposer le budget 1987 tel qu'il voudrait qu'on le voit. On a crié, dans la majorité parlementaire de droite, au viol du Parlement. Mais il s'agit d'autre chose que de satisfaire par anticipation, en bousculant les préséances, les légitimes demandes d'information des médias. Il s'agit de dessiner une présentation de la loi de finances qui cadre avec les engagements électoraux de la droite ; d'occulter la réalité des sacrifices demandés à la majorité des Français pour le seul avantage d'un petit nombre d'entre eux ; et, accessoirement, de désarmer sans dénigrer – ce serait malhabile et surtout difficile – l'action d'assainissement des finances publiques engagée par la gauche depuis plusieurs années.

On peut saluer la performance technique (sans avancer un pronostic sur son efficacité réelle). On doit en mesurer la cohérence avec la démarche politique d'ensemble du gouvernement Chirac : derrière cette bataille d'images, ce combat du trompe-l'œil, c'est une politique bien précise qui est mise en œuvre et amplifiée, c'est un retour en arrière, non seulement sur les acquis sociaux de la dernière législature mais sur une conception même de la société, de l'entreprise, de l'Etat que ce budget permet et accompagne.

La première des astuces que révèle un examen, même rapide, de la présentation budgétaire réside dans sa méthode de cadrage économique. Les grands choix de dépenses et de recettes du budget dépendent très largement des hypothèses de croissance, de prix, de commerce extérieur, etc. que l'on retient au départ de la procédure d'élaboration du projet de Loi de finances. Ces hypothèses ne sont pas seulement des estimations de caractère technique ; elles ont une portée politique, et l'équilibre qu'elles conduisent à définir est souvent invoqué comme critère de jugement des alternatives présentées à la politique du gouvernement.

Dès lors, il est tentant pour celui-ci d'inverser la démarche, de commencer par prendre des mesures fiscales ou budgétaires en faveur de telle ou telle orientation ou de telle ou telle catégorie et de modeler, ensuite, les hypothèses économiques générales en fonction de l'impact des mesures précédemment arrêtées.

C'est ce qu'a fait le gouvernement Chirac. A la fin du mois de juin, M. Balladur évaluait à 1 030 milliards de francs le montant global des dépenses budgétaires. Au mois de septembre, il les fixe à 1 054 milliards. C'est qu'à structure budgétaire inchangée, compte tenu de la croissance prévisible de l'économie française et de l'évolution probable des prix, les dépenses se seraient élevées à 1 099 milliards de francs. Or, l'ensemble des mesures arrêtées par le gouvernement se traduit par une diminution de 45 milliards des dépenses.

Quant aux recettes, leur présentation souffre de deux ambiguïtés. Le taux d'évolution spontané des recettes existantes se fonde sur une prévision d'inflation et de croissance hautement tributaire de la conjoncture internationale dont on a du mal, aujourd'hui, à mesurer l'évolution. Surtout on inclut parmi les recettes nouvelles 30 milliards provenant de la vente des entreprises privatisées : évaluation hautement « politique » et fondée sur des postulats invérifiables.

La présentation du résultat, c'est-à-dire du déficit budgétaire, « bénéficie », si l'on ose dire, de toutes les ficelles utilisées côté dépenses et côté recettes. En isolant les recettes (aléatoires) de la privatisation dans un compte d'affectation spécial, le gouvernement réduit le déficit du

(suite de la page 13)

national du P.s. aux entreprises. Mais cela signifie également que si le personnel de ces entreprises a été insuffisamment récompensé de ses efforts depuis 1982, il le sera encore moins avec la privatisation dans la mesure où la plus-value réalisée ira directement dans les caisses de l'Etat.

Alors pourquoi privatiser des entreprises qui marchent ? La réponse est évidente : pour en tirer un profit juteux permettant de financer des réductions d'impôts qui profiteront avant tout aux contribuables les plus aisés. Le « Reaganisme » et la politique suivie par les Conservateurs en Grande-Bretagne en sont bien sûr passés par là. Or, au moment où Margaret Thatcher s'apprête à privatiser British-Airways dans des conditions économiques plutôt défavorables pour le transport aérien, et dans un contexte politique qui l'est encore davantage pour elle, la Grande-Bretagne compte 3,4 millions de chômeurs alors que la production industrielle britannique ne cesse de s'effondrer. Pas étonnant, dans ces conditions, que les travaillistes accusent le gouvernement conservateur de « brader les avoirs de l'Etat » afin de respecter des promesses électorales et d'équilibrer un budget de plus en plus difficile à établir.

« On privatise pour des raisons idéologiques, au risque de fragiliser encore davantage notre outil économique et de faire des cadeaux royaux à nos concurrents américains et japonais. » Ce n'est pas Neil Kinnock, le leader travailliste qui dit cela, mais Michel Rocard dans une interview accordée au « Courrier Picard ». Un rapprochement des politiques françaises et britanniques d'autant plus troublant que, selon Jean-Paul Bachy, « la France est en train de se priver de tous les outils de politique industrielle mis en place par les socialistes ».

Sur l'autel des économies budgétaires et du financement des réductions d'impôts, le Fonds de modernisation industrielle vient en effet d'être sacrifié, alors que les crédits pour la recherche industrielle sont réduits à la portion congrue. Ce dont semble d'ailleurs se réjouir Alain Madelin, le ministre de l'Industrie. Toujours au nom du libéralisme, mais sans doute pas ou nom de l'emploi.

Le développement du capitalisme populaire est également un des chevaux de bataille enfourchés dès 1979 par Margaret Thatcher. Laquelle s'est bien sûr souvenue qu'elle était fille d'épicier. L'idée longuement développée par Edouard Balladur sur Antenne 2 de faire s'intéresser les Français à leur entreprise est à priori séduisante.

On se souvient que, le général De Gaulle avait déjà essayé de mettre en pratique la participation en 1967, mais sans succès. Cela étant, il n'est pas exagéré de dire que les 7 millions de chômeurs que réunissent actuelle-



Pascal Lebrun

Christian Pierret.

budget général en termes comptables sans effort véritable de choix sur les recettes ou les dépenses. Cela est sans importance pour le gouvernement qui a eu soin de polariser le débat, à la faveur du rapport de La Genière, sur le seul déficit du budget général.

Ainsi, le gouvernement a réalisé une habile, mais fausse, présentation des grandes masses du budget en façonnant ses hypothèses de base à partir de ses choix politiques, et en utilisant les ressources du droit budgétaire pour diviser la masse incontestable du déficit qu'il creuse dans les finances publiques.

Cet effet d'optique qui lui permet de se créditer plus que de raison, d'une démarche sérieuse, s'explique encore mieux lorsque l'on examine les principales mesures concrètes proposées.

La réduction des prélèvements obligatoires, décidée par le président de la République en 1984, a créé les conditions d'un profond débat dépassant largement les seuls aspects comptables et financiers, sur notre vie collective, nos choix concrets de société, le sens de nos aspirations individuelles. François Mitterrand a fait l'unanimité autour de la nécessité d'un tel débat et du combat qui le fonde : les limites de l'intervention publique sont atteintes.

Il revenait à Laurent Fabius et à Pierre Bérégovoy de mettre en œuvre cette directive ; ils ont eu le grand mérite de mener avec courage une tâche difficile comme toutes les révisions d'attitudes et de politique, en courant le risque de l'incompréhension, de l'impopularité et de l'échec. L'expérience a montré qu'ils ont réussi à obtenir cette inversion de tendance sans compromettre la cohérence générale des choix du gouvernement de gauche.

Or, que constatons-nous à propos du gouvernement Chirac en cette fin d'année 1986 ? Dans l'opposition, le R.p.r. et l'U.d.f. avaient annoncé une baisse d'un point par an du taux de prélèvement. M. Balladur arrive tout juste à stabiliser l'évolution des prélèvements obligatoires entre 1986 et 1987. Et dans ce jeu à somme nulle, il y a nécessairement des perdants.

Ce ne sont pas les entreprises. Pour elles, l'allégement est net, multiforme, inconditionnel, même si l'évolution spontanée de l'impôt sur les sociétés conduit à annuler largement l'effet de la baisse des impôts.

Pour les ménages, les allégements d'impôt (16 milliards de francs) sont pratiquement compensés par la contribution de 0,4 % sur les revenus (imposition affectée) et par le relèvement de 0,7 % du taux de cotisation retraite.

L'opération est aussi à peu près blanche. De plus, parmi les ménages salariés, les situations sont complexes et beaucoup pourront, tout compte fait, avoir des surprises désagréables. Bien sûr, les ménages les plus modestes bénéficieront d'allégements de l'impôt sur le revenu : mais sans insister ici sur les choix de société et de vie familiale qu'impose aux citoyens la conception même de certains de ces allégements, il faut bien constater, qu'en retour, ces ménages subiront intégralement l'effet des contributions supplémentaires de 0,4 % et 0,7 %.

A l'inverse, les contribuables les plus fortunés bénéficieront intégralement : 1°) de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, 2°) de la réduction d'impôt forfaitaire de 3 %. Et ils ne subissent que partiellement s'ils sont salariés, la hausse de la cotisation de retraite qui est assise sur les salaires plafonnés. Mathématiquement il faut bien un « perdant absolu » : ce sont les cadres et les techniciens, les professeurs, les couches moyennes.

C'est pour toutes ces raisons que les socialistes combattent le budget pour 1987. Si sa présentation et ses choix implicites sont clairs, nous craignons que sous couvert de politique libérale tout l'effort engagé avant 1986, pour mieux définir la place de l'Etat dans la société sans compromettre l'évidente utilité de son rôle ne soit remis en cause pour le plus grand dam de la France.

ment la France et la Grande-Bretagne ne se sentent pas du tout concernés par l'actionnariat populaire ; guère plus, les foyers français disposant de bas revenus, quand bien même seraient-ils dispensés de payer l'impôt. Parmi ces derniers se trouvent le téléspectateur qui, le 10 septembre dernier, a posé à Edouard Balladur la question de savoir comment il ferait pour vivre avec 6 000 F par mois. Parmi eux figurent également les Français – 1 sur 4 – qui, selon une enquête de l'I.n.s.e.e., ont déclaré en 1985 un revenu équivalent à 5 800 F par mois. En outre, si les Français s'intéressent peu à leur entreprise, on peut aussi se demander si toutes les entreprises s'intéressent vraiment à leur personnel et font l'effort nécessaire pour le motiver. « Comment les gains de productivité réalisés par l'industrie française ces dernières années se sont-ils traduits, sinon par des licenciements ? » rappelle opportunément Jean-Paul Bachy. En outre, poursuit Bachy, « un moyen d'intéresser les salariés à leur travail serait de développer les prérogatives des comités d'entreprise ». Bref de l'intention exprimée dans un studio de télévision à la réalité du terrain il y a une marge.

Pourtant on n'est pas loin de laisser croire à l'opinion que la vente des entreprises nationalisées concernera avant tout les petits porteurs, alors que des noyaux d'actionnaires sûrs sont, en fait, déjà constitués. Sans doute dans un premier temps le ministre de l'Economie a-t-il réussi à désamorcer l'offensive lancée par les plus « gros appétits ». Mais, en réalité, il n'a fait que différer la menace. A cet égard, le dossier constitué par le « Nouvel Observateur » sur le « club des milliardaires » est éloquent.

Ayant, ces dernières années, amassé un trésor de guerre afin d'être prêts au bon moment, les « ours » – car tel est leur surnom – attendent maintenant le moindre signe, le moindre soubresaut pour mettre leur argent sur la table et surgir en sauveur, histoire, par exemple, d'homogénéiser un capital trop éclaté. La plupart de ces financiers sont inconnus du grand public ; d'autres le sont un peu moins, tels Pierre Moussa, l'ancien P.d.g. de Paribas, ou Didier Pineau-Valencienne qui occupait la même fonction à Creusot-Loire. Le cas de ce dernier est du reste assez piquant. Car si Pineau-Valencienne est partant pour investir dans une société « privatisable », son nom reste néanmoins solidement attaché à l'un des plus grands naufrages du capitalisme privé de ces dernières années. Or, souvenons-nous : grâce à qui Creusot-Loire a-t-elle finalement été sauvée ? Grâce à deux entreprises nationalisées, en l'occurrence Framatome et Usinor. Pas toujours très moral, le monde des affaires. Ni très reconnaissant des mérites du secteur concurrentiel... ●



Le fait de société se mesure à son indice de duplication. Isolé, il paraît insignifiant. Répété, il constitue, aux yeux de la collectivité, le début d'une démonstration qui, toujours, pose question. La nouvelle rubrique que nous nous proposons de traiter est tirée de ce constat. Au chapitre de la vie quotidienne, il y a parfois des petits faits qui font les grands soucis. Du litige larvé, aux conflits « contrôlés », du panier de la ménagère qui « s'enflamme » aux loyers qui « glissent », de l'administration tatillonne aux textes imprécis, « Dérapages » est la rubrique du quotidien imparfait. Ce quotidien qui réagit, qui râle et qui cherche l'explication. Ce quotidien qui est le nôtre et qui passe souvent comme peu important.
Mais aussi ce qui nous intéresse, c'est l'action du conflit. Le dérapage, c'est le changement intervenant dans une situation imprévue et « difficile à contrôler » ajoute le Petit Larousse. Chiche ! A l'heure où nos libéraux nous annoncent le changement, au moment où, dans les grands domaines de la société (consommation, logement, éducation, cadre de vie...), on nous promet quelques plaisirs, voyons ensemble ce que cela implique. « Dérapages », c'est avant tout votre rubrique. Ecrivez-nous et signalez-les... : « Dérapages », "l'Unité", Denis Dangaix, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

Universités : trop-perçus...

Depuis qu'un vent d'autonomie souffle sur les universités — la loi Devaquet doit être discutée cet automne au Parlement — certains établissements se sentent pousser des ailes et anticipent joyeusement, libéralisme oblige. A Nice, Poitiers, Paris II et Paris V, on n'a pas hésité à facturer des droits d'inscription dépassant largement les 450 F fixés par arrêté ministériel : jusqu'à 800 F à Nice et 750 F à Poitiers dans certains cycles. Avec un temps de retard, Alain Devaquet a fini par réagir et même par demander que soient remboursés les trop-perçus.

F. de G.



Michèle Alliot-Marie.

Ecoles : caporal nous voilà

Sous la déconcentration perçait la caporalisation... Puisque l'Education nationale est une grande entreprise, il lui faut des chefs. Sous la houlette de Michèle Alliot-Marie, voilà les recteurs, les inspecteurs d'académie et les chefs d'établissements dotés de nouveaux pouvoirs hiérarchiques. Certaines mesures ne mangent pas de pain, d'autres inquiètent, surtout lorsqu'elles donnent aux directeurs d'école, de collège et de lycée les moyens de régler des comptes avec « leur » personnel : Clochemerle n'est pas loin. Et ce n'est qu'un début. Après ces vingt-huit premières mesures, l'idéologue R.p.r. de l'Education nous en mitonne soixante-douze autres. A surveiller de près.

F. de G.

Budget scolaire : ça grimpe

Libre concurrence ne rime pas avec stabilité des prix, loin s'en faut. Si l'indice économique officiel — l'indice d'inflation — reste stable, l'affichette annonçant les tarifs de la rentrée scolaire a une fâcheuse tendance à la grimpette. Plus 11,8 % de hausse pour les grands magasins, plus 4,8 % pour les supermarchés et... 50 % de « rabe » pour les librairies et magasins spécialisés. La Confédération syndicale des familles (C.s.f.) affirme pour sa part que la hausse moyenne annuelle est de 4,37 %. Et elle ajoute : « Si les familles achètent tout le matériel, le budget moyen pour une rentrée scolaire est de 1 430 francs (entrée en sixième), 1 450 francs (quatrième), 1 891 francs (seconde). Et 3 426 francs pour les techniques. » A quand la baisse ?

D.D.

Remords coûteux

Croyant bien faire en mère de famille prévoyante vous achetez



les livres nécessaires à l'entrée en 1ère B de votre enfant dès le mois de juin, en vous fiant à une liste dite exhaustive et publiée par le lycée de Villemonble, en Seine-Saint-Denis. Grave erreur car entre-temps, une nouvelle édition des livres de géographie et de mathématiques était préférée par les professeurs.

Bref non seulement il a fallu racheter les deux nouveaux livres chez Gibert Jeune mais il a été impossible de se faire rembourser les deux autres. Coût de l'opération : cent soixante francs multipliés par trente-cinq sur trois classes. Beau profit pour l'éditeur et le libraire – évidemment au courant des nouvelles éditions – et surcoût bien inutile pour les familles.

M.D.

Maternelles : les mères au foyer !

Les places seraient-elles si chères désormais dans les cantines maternelles que l'administration peut s'arroger le droit d'exiger un certificat de travail avant d'autoriser un bambin à manger son steak haché quotidien ? Attestations de travail des deux parents sans doute ? Que nenni ! l'égalité professionnelle faisant figure de vieille lune en ces temps de réaction échevelée c'est seulement la mère qui devra faire la preuve qu'elle n'est pas disponible pour nourrir ses enfants à la table familiale.

Le père, même s'il ne travaille pas, n'étant pas tenu à jouer les pélicans pour une administration décidément bien sexiste et bien passéiste. Un exemple, modeste il est vrai, du glissement progressif qui s'opère quand on supprime les Droits de la femme pour les remplacer par la Condition des femmes...

N.C.

Attrape-gogos et marchands d'espoir

Pour offre promotionnelle ambiguë, participation à une loterie imposée et non-publication du règlement des jeux, une société spécialisée dans la vente par correspondance – France Direct Service – s'est retrouvée submergée de plaintes dans tous les parquets de France. Les plaignants reprochant, outre l'usage d'une publicité mensongère – Madame X gagne les 25 millions de centimes du grand jeu F.d.s. – l'utilisation abusive du jeu dans l'obligation d'achat. S'il est vrai que la juridiction en cette matière est imprécise, la lecture des premiers jugements rendus risque d'embrouiller encore le problème. Alors que le tribunal d'instance de Longwy, comme celui de Lunéville, condamnait F.d.s. à verser 2 000 francs de dommages et intérêts, la chambre d'appel de Briey déboutait l'usager. Mieux, à Toul, les plaignants (au nombre de 10) ont été condamnés à payer 1 000 francs à la société. On attend avec angoisse le jugement de Nancy : 58 plaignants sont concernés.

D.D.



Pierre Méhaignerie, vu par Coureuil.

Logement : pas de toit sans loi

Hausse abusive du prix des loyers, anticipation sur la suppression de la loi de 1948, refus de reconduction du bail... Il y a, hélas, des signes qui ne trompent pas. Depuis le vote au Parlement (en juillet dernier) de la loi dite Méhaignerie, quelques propriétaires privés, pressés sans doute d'entamer la nouvelle ère libérale avec le maximum d'efficacité, démarrent la rentrée locative dans la plus totale décontraction. Faut-il rappeler à ces messieurs qu'une loi ne peut être appliquée que si elle est votée par le Sénat. Ce qui n'est pas encore le cas de ce texte. C'est donc toujours la loi Quilliot (horreur... !) qui régit le marché locatif. Et, par conséquent, une pratique illégale, basée sur une interprétation (même à la lettre) d'une loi est passible de quelques désagréments. Mais, confiance. La majorité politique du Sénat aura sûrement à cœur d'éviter ces petites broutilles signalées ci-dessous. Au fait : qui parlait de « restauration tranquille du marché libre »... ?

Villetaneuse (Seine-Saint-Denis)

Un appartement, loi de 48, dont le propriétaire est l'Etat, voit, sur injonction du centre des Impôts d'Aubervilliers, le loyer mensuel passer de 465 francs à... 1 812 francs et ce à compter du 1er novembre 1986.

Albi (Tarn)

Une agence immobilière – Immobilier Service – lors d'un renouvellement classique de bail pour un appartement de type F3 propose (à prendre ou à laisser...) le paiement intégral de l'état des lieux par le locataire (interdit par la loi Quilliot) et le passage du loyer de 1 200 à 1 800 francs.

Lavor (Tarn)

Une maison trois pièces, louée depuis 1980, et donc en renouvellement de bail selon la loi Quilliot. Le propriétaire « exige » un loyer mensuel de 2 000 francs, l'ancien terme étant à 1 500 francs.

Bastia (Corse)

Cinq pièces situé en plein centre de la ville, loyer de 48. Le propriétaire anticipant sur la suppression de la catégorie 2C passe le loyer mensuel de 500 francs à 3 000 francs.

Aubervilliers (Saine-Saint-Denis)

Quelques appartements dont le propriétaire n'est autre que la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.i.v.p.) subissent une révision à la hausse des loyers : de 1 400 francs, ceux-ci passent à 2 100 francs.

Rouen (Seine Maritime)

La société interprofessionnelle de construction de Rouen demande 100 francs à chaque locataire pour l'état des lieux.

Grenoble (Isère)

Un propriétaire veut faire passer son F1 de 1 138 francs à 1 500 francs (31 % d'augmentation). Une agence immobilière est moins gourmande : 25 % de hausse. Un F1 de même catégorie de 1 043 francs passe à 1 300 francs. Dans les deux cas, c'est à prendre ou à laisser.

D.D.

Les premiers « paquets de neuf »

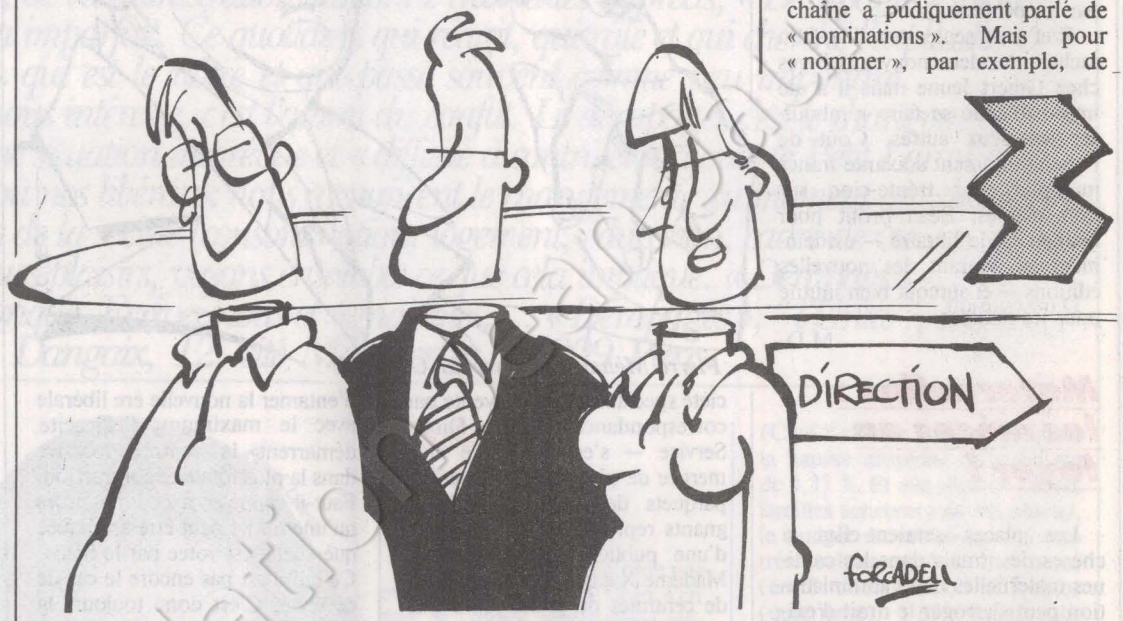
L'usine d'engrais chimiques, Gardiloire, intallée à Saint-Nazaire semble suivre à la lettre les recommandations du C.n.p.f. Après le refus par l'inspection du travail de la vingtaine de licenciements demandés, l'usine a sagement attendu les directives de Philippe Séguin sur l'autorisation administrative de licenciement. Les fameux « paquets de neuf » chers à Yvon Gattaz commencent dans les Pays de Loire.

D.D.

F.R.3 : C'EST TROIS FOIS PIRE !

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

En prenant ses fonctions Janine Langlois-Glandier avait fait savoir qu'elle ne se contenterait pas de gérer l'héritage. En effet, elle l'a dilapidé.



Il y a « une chance sur deux » pour que Janine Langlois-Glandier demeure P.d.g. de F.r.3 après la création de la Commission nationale de la communication et des libertés (qui doit remplacer la Haute Autorité avant la fin de l'année). « Une chance sur deux » pour qu'elle reste, donc : c'est le bruit que l'entourage de François Léotard fait courir depuis quelques jours. C'est là un message à double détente : d'un côté, le ministre de la Culture et de la Communication fait savoir qu'il n'a pas l'intention de lâcher le dossier « F.r.3 » ; d'un autre côté, il dénie par avance tout velléité d'indépendance à la C.n.c.l. Intéressant...

Il y a peut-être un troisième message dans cette rumeur. « Une chance sur deux » de rester cela signifie également... « une chance sur deux » de partir ! Ce qui serait à mettre en rapport avec un récent coup de gueule de Marcel Jullian, l'ancien P.d.g. d'Antenne 2. Jullian a été chargé par Léotard de rédiger un rapport sur l'état de l'audiovisuel français. Or, voilà que Jullian pique une grosse colère et s'écrie publiquement (dans les colonnes du « Matin ») : « J'en ai marre de ces « bons gestionnaires » qu'on félicite de leur gestion, alors qu'ils ont sacrifié la création et le public. Je fais ce rapport en ne croyant ni à la mauvaise volonté des responsables ni à leur innocence ! »

Janine Langlois-Glandier n'a pas pu ne pas se sentir directement visée. Nommée il y a un an à la tête de F.r.3 par la Haute Autorité, venant de la S.f.p., elle y est arrivée avec une réputation de « gestionnaire » et de « vraie professionnelle ». Mais que reste-t-il aujourd'hui de cette belle renommée ? Quels sont les résultats de la politique menée depuis douze mois par Janine Langlois-Glandier ? En prenant ses fonctions, « madame la pédégère » avait fait savoir qu'elle ne se contenterait pas de gérer l'héritage. En effet, elle ne l'a pas géré, elle l'a dilapidé. A son arrivée, la chaîne avait un slogan : « F.r.3, c'est trois fois mieux. » Aujourd'hui, elle a un handicap : F.r.3, c'est trois fois pire.

Voulant faire de F.r.3, une chaîne « comme les autres », Janine Langlois-Glandier a annoncé en fanfare qu'à partir du 22 septembre 1986 (c'est-à-dire de lundi prochain) sa chaîne offrirait chaque jour douze heures d'antenne ininterrompue de midi à minuit. En fait, ce n'est là qu'un cache-misère, qu'une vulgaire opération de camouflage et de replâtrage : l'essentiel des cinq heures quotidiennes « en supplément » est constitué par des rediffusions en après-midi d'émissions déjà diffusées en soirée (les magazines « Taxi », « Thalassa », etc.). La réalité est plus douloureuse, moins clinquante : F.r.3 est une chaîne de télévision en perdition, c'est-à-dire une chaîne qui perd chaque jour des téléspectateurs.

Chute libre, enlisement : entre mai 1985 et mai 1986, F.r.3 a perdu 4 % d'audience ; et, depuis douze mois, elle stagne à 11 % (avec une petite pointe à 12 %), contre plus de 40 % à T.f.1 et Antenne 2. Pis : la Cinq, avec une couverture tout à fait partielle (actuellement la moitié du territoire), fait en moyenne nationale 5 %, avec des pointes à 38 %. Ce qui veut dire que, sur les zones de diffusion qui leur sont communes, la Cinq a plus de téléspectateurs que F.r.3 ! Traduction encore plus dure : 9 Français sur 10 ne regardent plus F.r.3.

Coup de balai

Comment en est-on arrivé là ? Comme dirait Marcel Jullian, Janine Langlois-Glandier ne peut pas plaider « l'innocence » dans cette affaire puisque cette baisse d'audience est le résultat de son « professionnalisme » ! Si F.r.3 est au plus bas c'est parce qu'elle lui a fait perdre toute sa crédibilité : la normalisation politique à laquelle elle s'est livrée, les émissions qui sont passées à la trappe sans raison, tout cela n'a manifestement pas plu au public... Janine Langlois-Glandier a détruit sans rien construire : la chute de F.r.3 constitue le salaire de ce funeste labeur.

Janine Langlois-Glandier est aussi une « professionnelle »... de la chasse aux sorcières. Elle a commencé par nommer un directeur général, René Han, qui s'est ensuite chargé du « coup de balai » : mises à l'écart, mutations, licenciements ont été les moyens employés. A propos de ce sale boulot, la présidence de la chaîne a pudiquement parlé de « nominations ». Mais pour « nommer », par exemple, de nouveaux directeurs à la tête des stations régionales de F.r.3 il a fallu remercier ceux qui étaient en postes : parmi ceux-là, comme par hasard, cinq avaient été nommés entre 1981 et 1986 (à Bordeaux, Limoges, Toulouse, Marseille et Lyon) et, comme par hasard, ils ont été remplacés par cinq personnages politiquement très marqués à droite. Même méthode et même punition, comme par hasard, pour trois responsables des programmes (à Rennes, Dijon et Paris Ile-de-France) et pour un certain nombre de chefs de B.r.i. (bureaux régionaux de l'information). Les syndicats ont dénoncé dans ces pratiques « une vendetta politique pure et simple ». Le Syndicat national des journalistes a appelé l'opération par son nom : « Un nettoyage politique subtil réalisé par M. Han pour le compte de ses amis du R.p.r. » Réalisé par M. Han mais sous la responsabilité de Mme Langlois-Glandier.

La liste « provinciale » des éliminés n'est pas close : au début du mois de septembre, on a appris le limogeage de Pierre-Yves Morvan, rédacteur en chef

de F.r.3-Picardie. La liste « nationale » des épurés reste également ouverte ; y figurent déjà : Christian Dauriac (rédacteur en chef de Soir 3), Sylvie Fansten (chef d'antenne), Yvette Mallet (directrice des relations publiques), Bernard Mounier (directeur-adjoint des programmes) ont été démis de leurs fonctions sans que la très « professionnelle » Janine Langlois-Glandier puisse donner à ces décisions la moindre justification « professionnelle », justement.

Nettoyage par le vide

D'un côté on coupe les têtes, de l'autre on s'inféode politiquement : par exemple, en ne répondant pas dans les journaux télévisés (T.f.1 et Antenne 2 l'ont fait) à la mise en cause des journalistes de l'audiovisuel par Jacques Chirac le 23 mai dernier à Autun ; par exemple, en déprogrammant « Nous l'avons tant aimée, la Révolution », une série de Daniel Cohn-Bendit coproduite par F.r.3 (du temps du prédécesseur de Janine Langlois-Glandier). Presque vingt ans après mai 1968, Dany-le-Rouge, devenu « Vert », continue à donner des boutons à ces messieurs de la droite. Les quatre émissions de Cohn-Bendit, prévues pour les quatre premiers dimanches de septembre à 20 h 30, ont été reléguées à quatre jeudis de novembre à 22 h 30. Brrr pour la liberté. Ouf pour Chirac. Et tant pis pour F.r.3 qui ratera une nouvelle fois le coche.

Janine Langlois-Glandier est une « professionnelle »... du passage à la trappe : elle ne s'est pas contentée de mettre les cadres et les journalistes de la chaîne sous haute-surveillance et d'éliminer de leurs rangs les « mauvais éléments » ; elle a aussi fait elle-même le ménage dans la grille des programmes. Ont été renvoyés aux oubliettes par ses soins : « Histoire d'un jour » de Philippe Alfonsi, « Cinéma sans visa » de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud, le « Magazine du théâtre » de Pierre Laville, les retransmissions théâtrales, « Pollen » et les autres émissions de variétés de Jean-Louis Foulquier ; et « Boîte-aux-lettres » de Jérôme Garcin est promise au même sort... Le nettoyage par le vide a même atteint « Au nom de l'amour » de Pierre Bellemare !

Toutes ces émissions (qui n'ont pas été remplacées) avaient un public qui, désormais, va voir ailleurs. Pour faire un peu d'audience il ne reste plus à F.r.3 que « la Dernière Séance » une fois par mois et le « Disney Channel » tous les samedis. C'est peu. C'est presque plus rien. C'est du suicide. Sans fidélisation du public une chaîne perd son identité... et une partie de ses recettes : une chaîne qui perd 4 points en un an perd aussi quelques clients en publicité... Résultat : le drapeau noir flotte sur la marmite de Janine Langlois-Glandier ; elle va se trouver à la fin de l'année 1986 avec un déficit de 100 millions de francs. En 1987, le bilan s'annonce encore plus sombre puisqu'au manque à gagner publicitaire viendra s'ajouter une économie d'exploitation de 29 millions de francs (pour la seule F.r.3 mais 113,9 millions pour l'ensemble du service public) décidée par François Léotard.

Pour renflouer les caisses de F.r.3, Janine Langlois-Glandier a imaginé une solution expéditive : s'emparer de la Sept, la chaîne culturelle créée au printemps dernier par Bernard Faivre d'Arcier, et en faire une succursale de sa propre chaîne. D'où le putsch de la semaine dernière : en réunion du conseil de surveillance de la Sept, Janine Langlois-Glandier a fait adopter (grâce à la prépondérance de sa voix de présidente) la convocation d'une assemblée générale de la chaîne culturelle pour le 30 septembre prochain. Ce jour-là, on sait ce qu'elle fera : elle fera voter la transformation de la Sept en société anonyme ; elle évincera Bernard Faivre d'Arcier ; elle prendra elle-même sa place ou la fera prendre par quelqu'un qui « roulera » pour elle ; et elle décidera d'une sainte alliance entre F.r.3 et la Sept. Cette annexion pure et simple lui permettra de récupérer au profit de F.r.3 200 millions de francs non dépensés par Bernard Faivre d'Arcier et 300 millions que doit prochainement débloquer la Rue de Rivoli. Le tour sera joué et les finances de F.r.3 sauvées. Mais le prix à payer sera lourd : ce sera la fin du projet de chaîne culturelle française à dimension européenne lancé par la gauche.



Janine Langlois-Glandier.

Sipa-presse

Rue de Valois, chez Léotard et de Villiers, on est aux anges : Janine Langlois-Glandier n'a-t-elle pas fait un formidable travail ? N'a-t-elle pas réussi à mettre au pas une chaîne qui « était encore trop marquée à gauche » (on peut rire ?) ? N'a-t-elle pas « offert un siège éjectable à un homme de Fabius » (comprenez Faivre d'Arcier) ? A droite, on est content de Janine Langlois-Glandier. C'est pour cela qu'elle a une « chance sur deux » de rester ? Et pour faire quoi ? Elle a déjà coulé une chaîne nationale et presque tué dans l'œuf une chaîne européenne. Que pourrait-elle faire de plus ?

Il faut se rappeler ce que titrait « le Figaro » le 15 juin 1986 : « Statut de F.r.3 transformé à partir de décembre 1987 ». Il ne faut pas oublier que la privatisation de F.r.3 est encore dans l'esprit de certains à droite et que Philippe de Villiers l'a reprise à son compte il y a quelques semaines en évoquant une hypothèse de travail : associer F.r.3 et la presse régionale. La « presse régionale », ça ne vous dit rien ? Mais bon sang c'est bien sûr : Hersant ! Coucou le revoilà ! Si on vend T.f.1 à Hachette ou à d'autres, on pourra toujours refiler F.r.3 à Hersant !

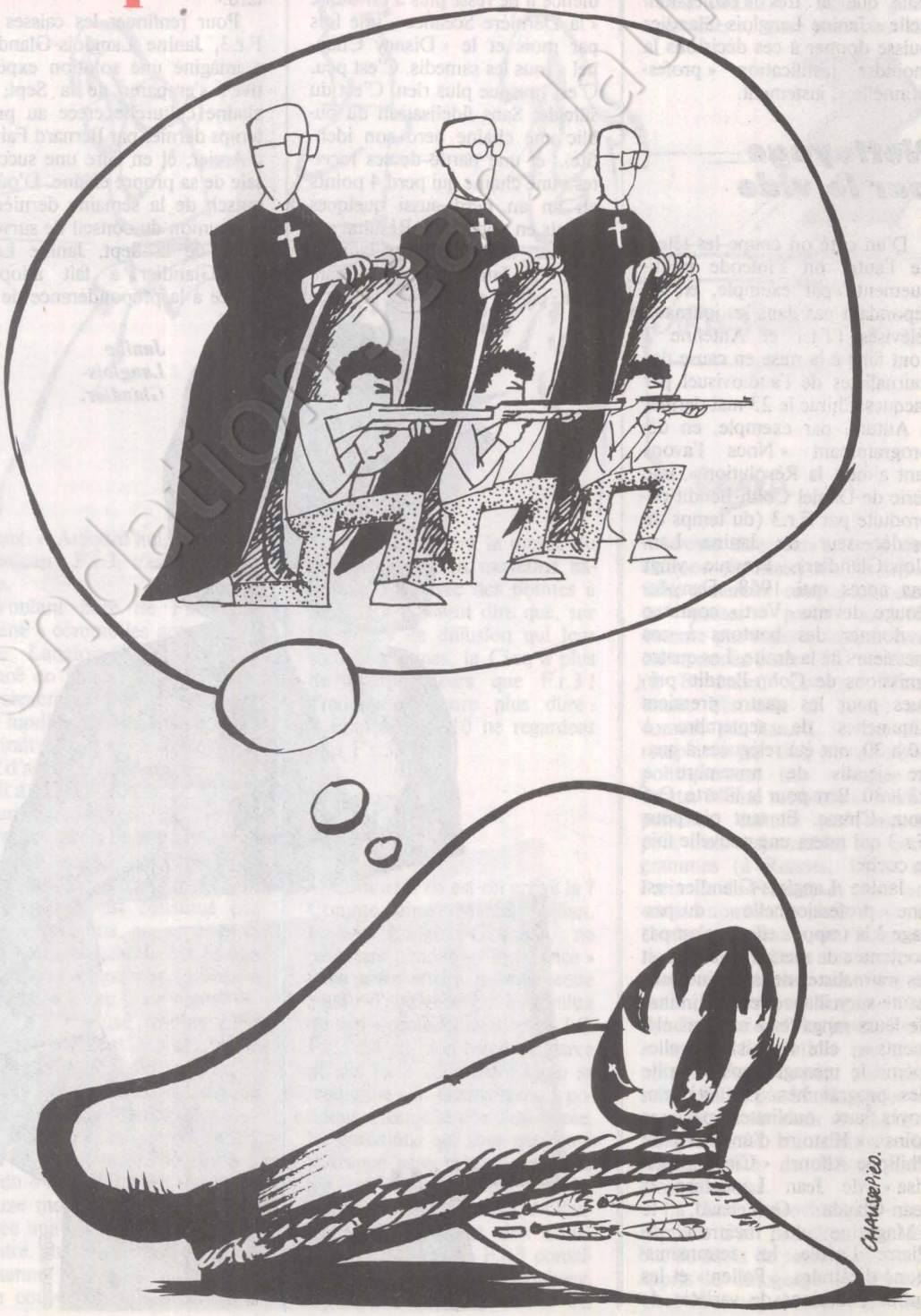
Une chaîne en perdition n'est pas une chaîne perdue pour tout le monde ! Robert Hersant, s'il récupère un jour F.r.3, pourra remercier Janine Langlois-Glandier... ●

Guy Vadepied, retour du Chili : "Nous étions prêts à faire un sit-in à l'intérieur du palais de la Moneda"

Guy Vadepied, député socialiste de l'Oise, qui se trouvait à Santiago du Chili avant et après l'attentat contre Pinochet raconte la terrible répression qui s'est abattue sur le pays et comment furent libérés les trois prêtres français emprisonnés.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

DEUX semaines après l'attentat manqué contre le général Pinochet, la presse française commence à oublier le Chili. Et pourtant la répression continue de plus belle. Des journalistes assassinés, des dirigeants politiques emprisonnés et des prêtres expulsés, c'est le résultat de l'offensive du dictateur, destinée à couper la tête à une contestation de plus en plus décidée à abattre le régime. Tous les mouvements d'opposition sont frappés. Cependant les doutes persistent sur les auteurs de l'attentat ; au Chili on s'interroge et on met en doute la version officielle des faits. Certains militaires, dont le général Luis Danus Covian, ont durement critiqué les agissements des « escadrons de la mort ». Ces commandos d'extrême droite agiraient, selon la commission chilienne des droits de l'homme, en étroite liaison avec les autorités militaires. Ils ont revendiqué l'assassinat de plusieurs





Sipa-presse

Danielle Mitterrand s'entretenant avec les trois prêtres français à leur arrivée à Paris.

opposants dont le journaliste José Carrasco. L'attitude du général Dunus Covian pourrait être le signe des divergences existant au sein de l'armée. Elle pourrait aussi signifier que certains militaires très sensibles aux critiques exprimées par les Etats-Unis ne souhaitent pas se trouver aux côtés du dictateur dans cette nouvelle phase de répression violente. En effet, les Etats-Unis craignent que l'actuelle radicalisation du régime entraîne un processus incontrôlable dans lequel « la violence d'en bas répondrait à la violence d'en haut ».

A Washington on considère qu'il vaut mieux garder en réserve quelques généraux susceptibles d'apparaître demain comme les seuls capables d'ouvrir un dialogue avec l'opposition modérée. Une solution dans la droite ligne de celles trouvées au Philippines, avec le général Ponce Enriles, ou à Haïti, avec le général Namphy. Il reste que le Chili s'accommode peut-être mal des « recettes » trouvées à l'étranger et, comme le faisait remarquer un membre de l'opposition, il ne faut pas oublier que Pinochet avait été en 1973 la « solution » choisie par Washington. Et vous connaissez le résultat !

Deux parlementaires français, Jean-Marie Daillet (U.d.f.) et Guy Vadepied (P.s.), se trouvaient au Chili lors des récents événements. Ils effectuaient une mission d'information pour la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Guy Vadepied,, député P.s. de l'Oise, nous livre ici ses impressions au retour de Santiago.



Le journaliste assassiné José Carrasco.

« L'UNITE » : Vous êtes arrivé au Chili le 3 septembre, avant donc l'attentat manqué contre le général Pinochet. Quelle était la situation à Santiago à ce moment ?

GUY VADEPIED : Nous avons trouvé un climat politique très tendu. La répression, comme le montre un récent rapport d'Amnesty International, sévissait toujours. Des journalistes des revues d'opposition étaient en prison. Dans les quartiers populaires, les « poblaciones », les forces de sécurité se livraient à des exactions diverses.

– Au début de votre mission vous avez rencontré le ministre de l'Intérieur ?

– Oui, dans notre mission il y a eu un « avant » et un « après »-attentat. Au début, le ministre de l'Intérieur nous avait dit que si les libertés démocratiques n'étaient pas rétablies au Chili dans un délai de six mois, il donnerait sa démission... Nous n'étions pas dupes devant cette déclaration, mais je pense que les pressions américaines, qui ont existé avant l'attentat, et le besoin de crédits pour l'économie chilienne, pouvaient obliger le gouvernement à montrer une certaine « bonne volonté ».

– Il s'agissait d'améliorer son image internationale ?

– Oui, sans doute. La situation économique des Chiliens est catastrophique. Dans les « poblaciones » les gens ont faim... Et le gouvernement souhaite obtenir des crédits de la Banque Mondiale.

– Avez-vous pu observer la situation dans les « poblaciones » ?

– J'ai été à Villa Francia. J'ai vu les jeunes qui manifestaient et l'armée qui encerclait le quartier. Un jeune homme de 18 ans a été tué par balle. Cela se passait avant l'attentat et la répression était terrible. Je ne suis pas près d'oublier la soirée que j'ai passée avec les habitants de cette « población ». Il y avait deux ou trois cents personnes dont la famille du jeune assassiné, les gens faisaient preuve d'une grande sérénité et en même temps on pouvait lire dans leurs regards une détermination farouche. C'est en regardant ces gens-là, que je me suis dis, si rien ne change on risque de s'orienter vers la guerre civile.

– Est-ce que les Chiliens ont peur ?

– Oui, ils ont peur. Mais plusieurs m'ont dit « on n'a plus d'espoir » ! Alors on a l'impression de se trouver devant une situation comme celle de l'Espagne en 1936 ou devant un chemin qui mène tout droit vers une situation à la salvadorienne. Voilà ce qui risque de se passer si rien ne change au Chili.



Guy Vadepied fleurissant la tombe (anonyme) de Salvador Allende.

– Vous avez parlé des pressions américaines...

– Oui, la pression des Etats-Unis joue un rôle, c'est vrai pour les pressions internationales en général. C'est là qu'on voit que notre gouvernement est très en retrait. Pendant mon séjour, au moment même ou des événements graves avaient lieu, aucune déclaration n'a été faite par le gouvernement français. On a très peu entendu le secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme...

– Peut-être est-ce dû à une méconnaissance de la situation chilienne ?

– Avant mon départ j'avais rencontré Claude Malhuret, je lui avais

(suite en page 22)

(suite de la page 21)

alors manifesté mon étonnement devant le silence du gouvernement lors de l'assassinat de ce jeune homme, Rojas Denegri, qui avait été brûlé vif à Santiago. Lorsque nous étions, avec mon collègue, à la Moneda en train de demander des informations sur le sort des trois prêtres français nous n'avons reçu aucun signe du gouvernement français. C'est consternant ! Et pourtant, les prises de positions des pays occidentaux sont et seront déterminantes.

– Ne pensez-vous pas que les condamnations et les protestations sont souvent insuffisantes face à la dictature de Pinochet ?

– Les pressions internationales jouent un rôle certain. Mais on peut aller plus loin. On peut conditionner les crédits que le Chili réclame auprès des pays occidentaux ou des institutions financières internationales. Toute l'opposition chilienne est d'accord pour lier l'aide et les crédits à un retour rapide à la démocratie. Le gouvernement français ne peut pas faire la sourde oreille dans cette affaire.

– On parle souvent de la faiblesse de l'opposition, quelle est votre impression ?

– En effet, certains observateurs signalent qu'il n'y a pas d'alternative à la dictature. J'ai pu constater deux choses. D'abord pendant ces dernières années, et depuis la Démocratie chrétienne jusqu'au Parti communiste, on a vu surgir des leaders politiques responsables et de qualité. Ça, c'est un atout incontestable. Ensuite, il existe manifestement la volonté d'arriver à un accord minimal pour faire face à la dictature.

– Un problème divise l'opposition, c'est celui de la lutte armée.

– Je dirais que cela divise surtout le Parti communiste. Il y a avec les communistes un consensus pour obtenir une alternance démocratique. Il est vrai que, à l'intérieur du P.C., il y a une frange qui est favorable à la lutte armée. Je ne pense pas que ce soit-là une position unanime des dirigeants de ce parti. Mes interlocuteurs au Chili m'ont dit que des vieux dirigeants communistes, toujours attachés aux traditions démocratiques et pas du tout aventuristes, ont du mal à freiner un certain nombre de jeunes qui veulent donner une réponse armée au régime. Il faut savoir que dans le Chili d'aujourd'hui beaucoup des jeunes gens ne peuvent plus supporter la dictature. Je me suis rendu compte que la situation dans les « poblaciones » est extrêmement tendue. Ils ont pris conscience de l'existence du terrorisme d'Etat et la tentation est alors grande de faire appel à une sorte de « légitime défense », même de la part des non-violents convaincus...

– Lors de l'arrestation, dans une « población » justement, des trois prêtres français vous vous êtes rendus à la Moneda, le palais présidentiel.

– Oui, nous avons ressenti ces arrestations comme une véritable provocation de la part du pouvoir. Dès que nous avons reçu la nouvelle nous sommes allés à la Moneda et nous avons expliqué à l'officier de la garde que nous ne quitterions pas le palais avant leur libération. Nous voulions aussi avoir des garanties sur leur sécurité puisque nous savions que leur arrestation avait été plutôt mouvementée, les prêtres avaient été frappés par les policiers. Nous avons été finalement reçus par un directeur du ministère des Affaires étrangères à qui nous avons expliqué le sens de notre démarche, en insistant sur le fait que nous n'allions pas quitter la Moneda sans avoir l'assurance de leur libération.

– Ce fonctionnaire a donc dialogué avec vous...

– Ça n'a pas été un dialogue ! Plutôt une épreuve de force ! Nous nous sommes fâchés quand il a essayé de justifier l'arrestation du père Dubois et de ses compagnons. Je pense qu'il a alors ressenti notre détermination et qu'il a mesuré les risques de nous voir rester longtemps à la Moneda. Des parlementaires français faisant un sit-in près des bureaux de Pinochet, ça ne passe pas inaperçu... Après plusieurs coups de téléphone il nous a assurés que les prêtres allaient être remis au nonce apostolique. Comme vous le savez ils ont été ensuite expulsés vers la France.

– Vous étiez encore à Santiago lors de la manifestation d'appui à Pinochet.

– Ce fut un fiasco ! Le régime attendait 300 000 personnes, depuis deux mois ils préparaient cette manifestation qui devait montrer la popularité du gouvernement. Ils n'ont réussi à réunir que 30 000 personnes dont un grand nombre de fonctionnaires qui risquaient de perdre leur emploi en cas de non-participation. D'autre part dans les quartiers pauvres le gouvernement avait promis 2 000 pesos à chaque manifestant. Le salaire minimum étant de 5 000 pesos vous vous rendez compte qu'il s'agissait là d'une incitation très alléchante. Dans les « poblaciones » on distribuait des chaussures, les agents du gouvernement donnaient une chaussure le matin et la deuxième le soir au retour de la manifestation. Malgré toutes ces « astuces » et malgré le climat de terreur le peuple a boudé la manifestation d'appui à Pinochet. ●

Anatoli Chtcharanski : "Le régime de l'intimidation est devenu plus sévère depuis la venue de Gorbatchev au pouvoir"

PAR JEAN LIBERMAN

PEU ordinaire, la nerveuse conférence de presse qui a succédé aux trois journées du Conseil international de la conférence mondiale pour les juifs d'U.r.s.s. la semaine dernière à Paris. Non seulement par la gravité particulière du ton des principaux leaders des organisations juives présentes, lançant cette fois un véritable cri d'alarme pour les juifs d'U.r.s.s. Mais aussi par le renfort que leur apportait la présence souriante et décidée, du plus fameux des refuzniks soviétiques : Anatoli (Nathan) Chtcharanski.

Le petit mathématicien chaleureux, devenu symbole de la dissidence juive et des droits de l'homme, échangé après neuf ans de camp contre des espions soviétiques pour aller s'installer enfin en Israël, sait de quoi il parle quand il est question de Gorbatchev ou de ses frères juifs



Gamma

Anatoli Chtcharanski reçu par le président de la République.



Pascal Lebrun

d'U.r.s.s. Il a également pris le temps – trop bref – de répondre « avec plaisir » à « l'Unité. »

On conçoit que dans sa déclaration finale, le Conseil, constatant que « la situation des juifs soviétiques s'est encore détériorée depuis un an », considère cela « comme la priorité des préoccupations du peuple juif ». Car si la vocation du Conseil est de veiller d'une part au respect d'une vie culturelle juive en U.r.s.s. et, d'autre part, au droit à l'émigration pour les quelque 2 500 000 juifs soviétiques, « le régime de l'intimidation » sur ces deux plans « est devenu, estime-t-il », de plus en plus sévère depuis la venue de Gorbatchev au pouvoir ».

Ce sombre tableau sera souvent corroboré par Chtcharanski lui-même. Ainsi, en matière d'émigration, alors que certains « refuzniks » attendent leur visas depuis plus de dix ans, on répond aujourd'hui aux 360 000 juifs qui ont commencé leurs démarches, que leur demande est repoussée, sans même prétexter un motif. Quant aux « prisonniers de Sion », refuzniks incarcérés et condamnés à de lourdes peines pour « activités antisoviétiques », plus de 30 % ont été arrêtés depuis Gorbatchev.

Chtcharanski résume le tarissement de l'émigration par deux chiffres : en 1979 : 4 000 juifs, en moyenne, sont partis par mois, en 1986 c'est 40. Et il précise à propos d'une question sur « la modernité » de Gorbatchev. « En 1985, Gorbatchev a déclaré en France qu'il n'y avait pas de prisonnier politique, ni prisonnier de Sion en U.r.s.s., et que les juifs y menaient une vie enviable : j'étais alors au cachot pour 40 jours, en grève de la faim, parce qu'on refusait de me laisser écrire des lettres. En fait, donc, la répression s'intensifiait au même moment ! »

Avec la constitution de « Comités antisionistes », l'antisémitisme est réactivé, les candidats à l'émigration deviennent des « traîtres » et « l'on trouve opportunément, ajoute Chtcharanski des stupéfiants dans la malette des enseignants d'hébreu ».

Outre la discrimination qui atteint les jeunes juifs, interdits d'accès dans les meilleurs établissements d'enseignement supérieur, on a assisté à une recrudescence de la répression générale touchant à la culture juive : fermeture de presque toutes les synagogues et des séminaires privés d'histoire, d'enseignement de l'hébreu, avec chasse et condamnation des enseignants. La vie culturelle des refuzniks a été ainsi empêchée quoique leur résistance ait pu la maintenir en partie.

C'est pourquoi, a déclaré Claude Kelman, du Crif : « Nous demandons que les problèmes juifs deviennent un des problèmes majeurs des relations Est-Ouest, un combat d'avant-garde pour la liberté de tous, dans lequel l'Europe et la France doivent tenir leur place. » Le Conseil a, au reste, été reçu et obtenu des assurances de la part de deux ministres, M. Léotard et Malhuret. Le président Mitterrand s'est lui-même affirmé « décidé à maintenir une pression constante en faveur des juifs soviétiques ».

Comment ouvrir les portes ?

– Comment débloquer l'attitude de Gorbatchev, qui se donne un « look » moderniste, sur de telles questions, avons-nous demandé pour notre part à Chtcharanski.

ANATOLI CHTCHARANSKI : Gorbatchev est moderne mais fait partie du système. Aussi peut-il présenter un autre visage dans la mesure où il connaît les limitations de l'U.r.s.s. et ses besoins urgents en matière de technologies occidentales. C'est dans le cadre d'un tel échange, et si l'Occident reste ferme, que les portes peuvent s'ouvrir plus grandes pour les juifs soviétiques.

– Que pense cet Israélien tout neuf de la violence terroriste actuelle ? N'aurait-t-elle pas des liens avec le conflit israélo-arabe ?

Quand le K.g.b. prend des juifs ou Danilof en otages il pratique une forme de terrorisme. En fait le conflit terroriste se situe entre monde libre, démocratique et régime totalitaire. Ainsi, des sondages récents en Cisjordanie ont montré qu'une majorité soutenait les méthodes terroristes. Comment négocier dès lors avec eux ? On n'aboutira jamais. Le monde libre ne peut conclure de compromis avec le terrorisme à moins de devenir son otage potentiel.

J'ai parlé certes en Cisjordanie, avec des Arabes modérés et certains voudraient négocier un règlement avec Israël, mais ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient s'exprimer sans prendre le risque d'être tués. Le problème n'est donc pas celui des relations israélo-arabes mais des Arabes entre eux, dans la mesure où une partie ne sont pas prêts à renoncer aux tactiques terroristes.

POLOGNE

Un beau cadeau orienté vers l'Ouest

Il suffisait d'y penser : libérons tous les prisonniers politiques et l'entente nationale est réalisée ! Pour un succès (et il en a bougrement besoin dans un pays de marasme grandissant), le général Jaruzelski s'est taillé un beau succès. En proclamant et en réalisant en 48 heures la libération, non plus partielle comme par le passé, mais totale des quelque 225 opposants politiques les plus divers – d'abord du plus fameux dissident, tout récemment arrêté, Bujak puis de Wladislaw Frasinyuk, dirigeant clandestin de Solidarité à Wroclaw, et allant jusqu'à Leszek Moczulski, chef d'un parti politique, la Confédération pour une Pologne indépendante – ce pouvoir, jusque-là intraitable, ne pouvait que créer un énorme effet de choc. La réjouissance a donc été générale, à l'intérieur comme à l'étranger, mais nuancée de quelque perplexité légitime.

Walesa ne tardait pourtant pas à mettre les points sur les « i » en remarquant : « ... Si l'on ne permet toujours pas l'existence d'une société pluraliste, les prisons se rempliront sous peu. » Plutôt en effet que de supposer le système de Varsovie converti à un soudain angélisme, les faits – encore qu'il faille attendre – semblent souffler une interprétation plus réaliste.

Que ce système, obstinément fermé au dialogue, condition de toute amélioration économique et sociale, ait voulu se rendre plus populaire, c'est évident, qu'il ait désarmé pour autant l'est beaucoup moins. Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur n'a-t-il pas déclaré pour l'avenir : « Nous souhaitons que la Pologne reste un pays sans prisonnier politique mais à condition que les libérés renoncent... La Sécurité continuera de combattre l'opposition clandestine comme par le passé. » Ainsi les autorités ont beau parler de nouvelles méthodes de répression « préventives » (?) le cadeau ressemble assez à la parade de celui qui joue les plus forts.

Mais comment casser une opposition toujours massive sans faire disparaître (magiquement ?) les difficultés qui sont ses raisons d'être ? A cet égard Bujak a apporté dès sa libération une réponse dénuée d'ambiguïté : « Le gouvernement cherche à étouffer les structures clandestines (le centre nerveux) de Solidarité... qui ont toujours leurs raisons d'être. » Exutoire, donc, aux pressions inertes et externes, la mesure se voulait aussi réponse « aux appels publics de l'Eglise », à la libre participation de tous. Mais n'intime-t-on pas toujours à cette Eglise, force d'opposition fondamentale, l'ordre



A.f.p.

Bujak, le numéro 2 de Solidarnosc libéré.

ITALIE

Vers des mutineries dans les prisons ?

Un mouvement sporadique de grève de la faim intéressant cinq mille détenus répartis dans soixante et une maisons d'arrêt s'est déclenché un peu partout en Italie. A l'origine de ce vaste mouvement de protestation, les lenteurs de la mise en application d'une loi d'amnistie proposée l'année dernière en conseil des ministres. Mais rapidement, les revendications des détenus se sont déplacées pour porter sur le problème de la lenteur des instructions et sur les conditions de détention et d'hygiène dans des cellules surpeuplées, en proie à la peur des ravages du Sida. Le mouvement de protestation des prisonniers est tacitement appuyé par le personnel de surveillance dont les conditions de travail se sont détériorées au rythme de l'engorgement judiciaire et carcéral.

Le tam-tam des prisons avait commencé à battre au lendemain des élections présidentielles en juillet 1985. Des pouvoirs de droits divins de la monarchie, les républiques modernes, on le sait, ont conservé certaines prérogatives qui le plus souvent servent de soupape de sécurité. Francesco Cossiga, c'était certain, allait décréter une amnistie qui allait renvoyer chez eux des milliers de détenus, ce qui servirait en même temps à décongestionner l'univers carcéral. Sandro Pertini avait décrété une amnistie un mois après son élection, d'autres avaient attendu plusieurs mois, et parmi les présidents, il y en avait même un Enrico De Nicola, qui avait promulgué l'amnistie le jour même de son élection. Tous les espoirs étaient donc permis et dans la chaleur de l'été, le train des fausses nouvelles circulait de plus belle d'une prison à l'autre.

Les premières feuilles de l'automne ne refroidirent en rien le tumulte des spéculations. Le « retard » de l'amnistie était même perçu par un certain nombre de détenus comme un fait positif : peut-être le moment était-il venu de passer un grand coup d'éponge sur les années de plomb, et l'amnistie toucherait-elle les terroristes dissociés et non directement responsables de faits de sang. Bref, on voulait voir avec le septennat du président Cossiga s'ouvrir l'ère de la réconciliation qui mettrait un point final aux lois d'exception.

La dévotion chrétienne du président confortait cette hypothèse. mais dans les coulisses de la politique le ton était beaucoup moins optimiste. Chaque famille politique, en fonction de son idéologie d'appartenance avait ses bons et ses mauvais prisonniers, qui devaient ou non bénéficier de l'amnistie. Les libéraux faisaient part de leur inquiétude de voir remettre en liberté les voleurs de pommes et autre chipeurs à la sauvette : « Crimes impunis qui troublent la conscience populaire. »

Le Parti communiste et les républicains se montraient particulièrement vigilants à ce qu'aucune réduction de peine ne soit accordée aux responsables des détournements de fonds de l'Etat. Pour tous enfin, restait le canard boiteux des lois d'exception et le délicat problème des terroristes.

Dans ces conditions, les fameux plateaux de la Justice commençaient à se confondre avec une vulgaire balance d'épicier, et le glaive se transformait en épée de Damoclès suspendue au fil d'une capricieuse loterie. Par une intervention rapide dans la foulée de son élection, Cossiga aurait pu trancher dans le vif et donner le coup d'envoi du règlement des lois d'exception en même temps que celui d'une nécessaire réforme du système pénal. Son autorité de juriste le lui autorisait, sa charge à la tête de l'Etat le lui suggérait. Indécision, mauvaise évaluation de la situation ? Pour avoir trop attendu, les passions se sont radicalisées, en même temps qu'elles se sont organisées en mobilisant l'opinion publique.

Pendant ce temps dans les prisons la situation s'est détériorée et l'on craignait un été chaud. On avait encore en mémoire les révoltes quasi insurrectionnelles de l'été 1975, et l'on redoutait que la moindre étincelle ne déclenche une situation incontrôlable. Contre toute attente, la tension n'a pas provoqué l'explosion redoutée, mais plutôt une espèce « d'implosion », qui durant le mois d'août a d'abord touché les prisons du nord de l'Italie avant de s'étendre peu à peu à l'ensemble du territoire. D'une façon tout aussi inattendue, la grève de la faim a été plus largement suivie par les détenus de droit commun que par les « politiques ». Ainsi alors que les chefs historiques des Brigades rouges se sont désolidarisés considérant le procédé inefficace et dépassé, Vallanzasca, le bandit de la mafia milanaise en est à son 28e jour de grève de la faim. A Rome dans la super prison de Rebibbia, le mouvement touche cinq cent quatre-vingt-dix détenus sur mille deux cent soixante-dix.

Après avoir pendant une semaine refusé la nourriture de l'administration, les détenus ont durci leur mouvement à partir du 1er septembre, renvoyant systématiquement les colis que les familles et les amis leur faisaient parvenir.

L'embarras des partis se reflète dans l'espace restreint que la presse italienne, ordinairement prolixe, dédie au développement de l'action des détenus. Seul le Parti radical fait réellement campagne contre la déshumanisation des conditions de détention qui touche plus de quarante-deux mille personnes parmi lesquelles près de vingt-trois mille sont en attente de jugement. Bien plus qu'une amnistie qui ne pourra avoir que des effets limités, c'est l'ensemble du système de détention que les détenus voudraient voir réexaminés par le Parlement.

MICHEL MATHIEU



Shimon Pérès et Hosni Moubarak à Alexandrie.

Sipa-presse

« d'abandonner ses activités politiques contraires à la loi » en cessant notamment de servir de refuge aux opposants !

Il semble bien au fond que l'événement soit essentiellement tourné vers cet Ouest capitaliste dont les facilités de crédit – trop réticentes – ne parviennent pas à combler une dette extérieure de plus de 30 milliards de dollars. Cette mesure constitue, a déclaré en effet le général Kiszczak : « un test particulier de la bonne volonté des Occidentaux »...

Il reste à savoir si, dans cette direction, Jaruzelski est réellement prêt à lâcher un peu de lest politique à cette « ouverture » que souhaite aussi Bujak, bref à consentir désormais une certaine dose de ce « dialogue social » exigé par le pays. L'usage que le pouvoir fera d'un certain « Conseil consultatif » qu'il a créé auprès du Conseil d'Etat, et en principe ouvert à des personnalités proches de Solidarité, ne tardera pas à nous édifier à cet égard. J.L.

ISRAEL-EGYPTE

La pseudo pax americana ?

« Les jeux étaient-ils faits », vraiment, comme l'a écrit un expert israélien avant le sommet d'Alexandrie entre Moubarak et Pérès, le premier entre les deux chefs d'Etat depuis la mort de Sadate ? Rencontre formelle, en somme, à leurs yeux, et normalisation sans suite, arrachée par Washington à un Raïs économiquement aux abois.

Il est vrai que ce ne sont pas les vœux pieux du communiqué final décrétant « 1987 année des négociations de paix » qui suffiront à dégeler le conflit israélo-arabe, même si ce texte se clôt – ce qui n'est pas négligeable – en prescrivant « une solution du problème palestinien sous *toutes ses formes* » et « une paix globale dans la région ».

Mais pourquoi alors ce tintamarre des jusqu'auboutistes, du Likoud à une certaine presse arabe estimant Moubarak floué ? Les prémisses – soyons prudents – d'un nouveau processus de paix n'auraient-elles pas pointé à Alexandrie ? L'avenir seul le dira, mais le simple fait d'un dialogue de paix israélo-arabe en ce temps de terrorisme déchaîné n'est pas seulement à mettre à l'actif du courage de deux hommes. Il montre que l'esprit même du dialogue, celui de Sadate, celui du sommet de Fez en 1982, substituant un règlement israélo-arabe à la guerre, ne sont pas morts.

De fait, les résultats ne se limitent pas au règlement préalable du litige de Taba – enfin confié à un arbitrage international – ou à la nomination d'un véritable ambassadeur égyptien à Tel Aviv. Si l'on n'en est pas encore au stade du développement des relations commercialo-touristiques, de grands pas ont été mutuellement accomplis. Pérès a ainsi accepté, au grand dam du Likoud, le principe de la préparation d'une Conférence internationale de paix au Proche-Orient – revendication commune à l'ensemble des pays arabes ainsi qu'à l'O.l.p. – même si, parmi ses conditions, il inclut une hasardeuse reconnaissance diplomatique d'Israël par l'U.r.s.s. Moubarak, de son côté, a fait silence sur la participation de l'O.l.p., conséquence il est vrai des reculs de cette centrale quant à une paix jordano-palestinienne, à laquelle le Raïs ne renonce cependant nullement avec l'aide du roi Hussein.

Paroles et faux-semblants s'écriera-t-on ? Pourtant, même si, à Washington, Pérès a déjà tenu le langage dur d'une « stratégie commune face aux Soviétiques », le seul objectif d'une Conférence internationale sur le Proche-Orient a fait sortir Shamir de ses gonds : « C'est de l'archéologie... dépassée par les accords de Camp David », a déclaré aussitôt le Premier du Likoud, qui craint les questions embarrassantes pour Israël à propos des territoires (de plus en plus) occupés de Cisjordanie et Gaza qui sont censés lui appartenir. A la vérité, Shamir, qui tiendra dans trois semaines, du fait de la fameuse rotation avec les Travaillistes, les rênes du pouvoir à la place de Pérès, devenu à son tour ministre des Affaires étrangères, ne s'inquiète guère de ce qu'il compte rendre impraticable.

Et si Moubarak a couru le risque de se payer de promesses c'est qu'il n'a guère le choix entre un monde arabe, ainsi que sa propre opposition, qui le condamnent, et une crise économique interne dévorante qui rend sa survie de plus en plus dépendante des largesses du Département d'Etat et du F.m.i. La vision, au-delà de l'Egypte – seul pays de la région reconnaissant Israël – d'un monde arabe et proche-oriental dangereusement rongé par la crise pétrolière, et par la guerre, où le temps semble travailler à terme pour Moscou, n'est certainement pour rien dans les pressions américaines qui ont largement conditionné la rencontre d'Alexandrie et peut-être sa validité.

Est-ce à dire qu'elle vient trop tard avec, pour ses tenants, une marge de manœuvre aléatoire. Même si elle ne fait qu'indiquer, comme des lueurs, les bornes d'un processus de longue haleine, espérons que Shimon Pérès ne sera pas le seul à vouloir rentabiliser l'acquis.

J.L.

CUBA

Deux poids, deux mesures

Depuis le 28 août le Cubain Ricardo Bofill, 52 ans, se trouve réfugié à l'ambassade de France à La Havane. Les autorités cubaines ne semblent pas pressées de régler le cas de cet opposant qui a passé déjà plusieurs années en prison.

Fondateur du Comité cubain des droits de l'homme, Bofill avait été emprisonné en 1967 accusé par les autorités cubaines d'avoir animé une fraction gauchiste au sein du Parti. Selon sa femme, « Ricardo Bofill n'est pas un réactionnaire, il a des idées libérales mais les autorités l'accusent d'être un agent de la C.i.a. ». Après une visite à Paris, Mme Bofill a déclaré qu'elle ne pensait pas que son mari puisse être rendu aux autorités cubaines.

Un sort différent a été réservé à plusieurs prisonniers politiques et à leurs proches qui ont quitté Cuba le 15 septembre. C'est après de longues négociations entre le gouvernement et l'Eglise catholique que cent onze cubains ont été autorisés à partir. Parmi eux se trouveraient des détenus dont la libération a été obtenue par l'océanologue français, Jacques-Yves Cousteau.



Ricardo Bofill.

Gamma

CIEL UNE SAINTE !

Avec « Thérèse » – le miracle de Cannes – Alain Cavalier a filmé l'amour fou furieux d'une petite fille exaltée, Thérèse Martin, qui passa sa courte vie au Carmel de Lisieux. Depuis, il voit des Thérèse partout même dans le métro.

PAR FABIAN GASTELLIER

LE miracle, la magie, l'émerveillement. A Cannes, sur la Croisette, entre deux films banals, déjà vus cent fois, l'explosion « Thérèse ». 1 h 30, sans chichis, sans stars, sans décors pour dire la vie, l'amour, la mort de la petite sainte de Lisieux. Film-hostie, ruisselant d'encens ? Tout le contraire : film simple et tonique, gai et grave, rapide et pensé ; film qui cavale au rythme d'un cœur d'adolescente, avec ses engouements, son exaltation, sa douleur. Film unique en son genre, fond et forme explosés, décapants...

Au palmarès, on attendait une place de choix parmi les premières pour la « Thérèse » d'Alain Cavalier et son interprète étonnante : Catherine Mouchet. Avec le prix spécial du Jury, autant dire qu'elle s'est ramassé un strapontin. L'image fait d'ailleurs sourire Cavalier : un strapontin pour Thérèse qui fut la carmélite la plus attachée aux petites choses de l'existence, qui naquit et mourut dans l'humilité et l'ombre, c'est presque un gag. Après avoir illustré Sagan (« la Chamade ») ou la guerre d'Algérie (« le Combat dans l'île ») ; après avoir filmé « l'Insoumis » et suivi les traces d'une grand-mère étrangement disparue (« Un étrange voyage », prix Louis Delluc 1980). Alain Cavalier raconte une gamine amoureuse du Christ...

– « L'UNITE » : Alain Cavalier, question bateau, pourquoi Thérèse de Lisieux ?

– ALAIN CAVALIER : C'est un vieux projet, dans ma tête depuis plus de dix ans. Une attirance. Pour une petite adolescente provinciale de la fin du XIXe siècle qui se prend d'un amour fou et furieux pour quelqu'un qui a vécu hors du temps... Ça me paraît aussi important qu'une histoire passionnelle entre un jeune homme et une jeune fille, une histoire de tous les jours...

Alors bien sûr, j'ai été élevé dans un établissement religieux ; bien sûr je connais la religion catholique, l'enfermement dans un univers « unisexe », l'idéologie chrétienne dominante... Mais ce n'est pas une obsession, je suis un laïque, ça vient d'ailleurs... Peut-être bien que c'est l'énigme qui me plaît en Thérèse. Sa vie, c'est un mystère rigolo. On peut me rire au nez, me dire qu'il vaut mieux se pencher des heures et des heures sur des destins historiques qui ont pesé sur le monde, moi je m'en fiche, je me suis penché sur Thérèse Martin qui a choisi de s'enfermer au Carmel de Lisieux parce qu'elle s'est sentie « appelée », un peu tirée par la main, sachant soudain très bien ce qu'elle était venue faire sur terre.

– Une « mystique », bon, mais il y en a d'autres. De sainte Thérèse d'Avila à Angélique Arnault...

– Ce n'est pas pareil. Thérèse d'Avila c'est une femme d'affaires ; Thérèse Martin, elle, c'est l'enfant des petites choses, du point de détail. Elle pensait que si on faisait les toutes petites choses avec amour, alors on accomplissait une part de son œuvre. Les mystiques savent très bien qu'entre le profane et le sacré, l'écart est parfois infime.

C'était une fille de l'ombre, de la pauvreté. Ses mémoires, on l'a un peu obligée à les écrire. Sans doute parce qu'exaltée comme elle était, elle menait la vie dure aux autres sœurs et qu'écrire la calmait. Après sa mort, après la publication de ses écrits, elle est devenue une star, une sainte. Parce qu'elle était très rentable pour l'Eglise...

– Lorsque vous avez décidé de filmer cette vie, vous avez tout de suite su comment la filmer ? Avec ce décor unique, ces séquences entrecoupées de noir, un peu livre d'images, un peu théâtre ?

– Oh ! Pas du tout... Ce que je savais, c'est que j'avais un petit budget et que ça correspondait à la pauvreté de l'Ordre du Carmel. Et aussi que je ne voulais pas faire un film religieux, mais un film tout court. Filmer dans un cloître désaffecté, la cloche qui sonne, etc., non. Alors le studio ? Mais le Carmel en stuc avec éclairages artificiels, c'était pire. Ce que je désirais surtout, c'était faire un film sur des femmes. Après seulement on prenait en considération le fait que ces femmes vivaient dans un Carmel.

Je me suis retrouvé dans une impasse, incapable de donner une forme à ce projet. Et puis un jour, par hasard, en feuilletant un catalogue sur Manet, je suis tombé sur « la Femme au perroquet » et là, j'ai su que j'avais trouvé. Là : une femme, un perroquet sur un fond neutre mais très travaillé. L'esprit du tableau sortait tout autant du fond abstrait que du réalisme de la robe et de la coiffure de la dame, des plumes du perroquet. C'est cela, Thérèse : des gestes très précis, des objets très familiers – chaises, tables, prie-Dieu – et l'invisible, ce qu'elle porte en elle et que j'ai essayé de rendre.

– L'âme ?

– Je ne sais pas ce que c'est que l'âme. Je reconnais des tensions intérieures pour essayer d'échapper à la pesanteur, mais l'âme ?... Non, c'est une histoire



Sipa-presse

Alain Cavalier.



sur l'imagination, la capacité d'imaginer fabuleuse d'une fille qui se fait un cinoche magnifique, mais un cinoche qui correspond à des points essentiels de l'existence. En plus, c'est une histoire d'amour. L'amour, c'est un éventail. Le mysticisme c'est un des plis de l'éventail, une sorte d'amour.

En fait, pourquoi Thérèse est-elle entrée au Carmel ? Deux de ses sœurs y étaient déjà, alors parcours évident ? Ou bien s'est-elle cloîtrée pour échapper à sa condition de femmes des années 1880-1890, esclave du père puis du mari ? Ou bien, encore, parce qu'elle se sentait différente et que cette différence l'inquiétait ? Je ne sais pas. Et peu importe.

– Là, on se pose des questions sur Thérèse alors qu'elle a traversé l'existence sur ses rails à elle, avec ses certitudes... Thérèse ne s'est pas posé de questions...

– Mais si. Thérèse est morte dans le doute. Elle a passé toute une vie terrible – elle savait que le Carmel la tuait – pour déboucher sur un échec. Mais ça, ça fait partie de la mystique. Pour des instants de joie absolue, on rame dur. Elle est morte en ramant... Mais attention : Thérèse c'est une presque enfant, ce n'est pas une femme mûre qui maîtrise sa vie. C'est un destin qui va en force, et que j'ai voulu filmer avec le cœur, pas avec la raison. Les « lectures », le freudisme, le marxisme, le structuralisme, je connais ça à fond. Mais pour filmer Thérèse, il ne fallait pas tricher, pas de ficelles, rien que la vie de Thérèse. Et j'ai puisé au fond de moi pour la retrouver parce qu'une existence pareille, si on ne va pas en chercher les résonances au fond de sa propre émotion, de ses propres erreurs, on la trahit et personne ne s'y reconnait.

– Vous avez pensé à Bernanos et au « Dialogue des Carmélites » en préparant le film ?

– Pour prendre le contre-pied de cette œuvre. Le bon ton de Bernanos, l'atmosphère « chic », littéraire, tout cela me paraissait être le contraire du chemin de Thérèse : simple, effacé, à la portée de tous...

Ce qui m'a aidé, outre mes visites dans plusieurs carmels, ce sont les récits d'anciennes Carmélites qui ont passé vingt, trente, quarante ans au Carmel et en sont sorties pour des raisons diverses, notamment des raisons de santé. Grâce à ces femmes, j'ai commencé à comprendre comment ça fonctionnait.

Carmélite, c'est une profession ; le Carmel, c'est une institution sociale et une société intime, je n'avais pas envie d'être un imposteur ; j'avais besoin de bases. Et pour filmer, je m'accrochais à des visages aperçus dans la rue, visages que je trouvais proches de Thérèse – et je mettais un coup de miel ; visages que je trouvais hostiles – et hop, un coup de vitriol. J'ai essayé d'être léger, un oiseau... Il fallait de l'humour, de l'amour, de la vitesse et de la gaieté... Je n'ai pas noyé les comédiennes sous les renseignements d'ordre religieux ou historique : il leur suffisait de passer le costume pour devenir Carmélite. La lourdeur du tissu, sa rigidité, ça valait tous les discours.

– Et au bout du compte ?

– Au bout du compte, vous savez, des Thérèse il n'y en a pas qu'au Carmel. De ces êtres qui ont le désir de pousser la vie un peu trop loin, trop fort – ce qui signifie parfois mourir – il y en a partout. A présent, les Thérèse, je les repère même dans le métro... ●

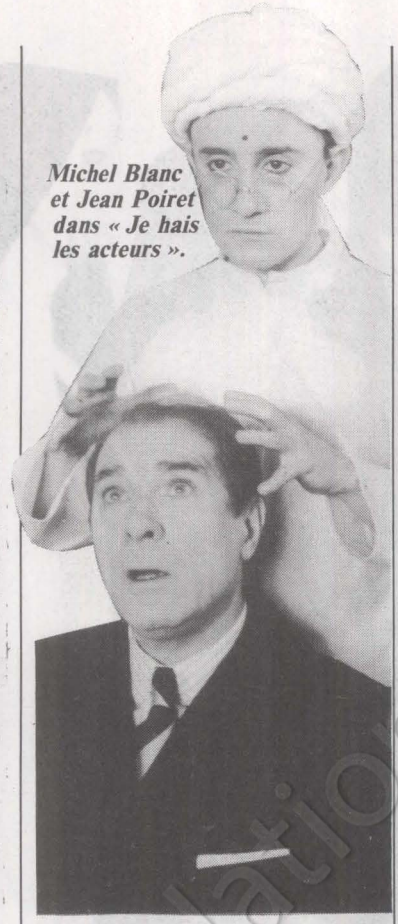
© Fondation Jean Jaurès

Viens voir les comédiens, les magiciens...

On meurt d'envie de marcher, mais ça se traîne. On voudrait éclater de rire, on esquisse une moue polie. Et c'est énervant. Bon sang ! Un film tiré du génial bouquin de Ben Hecht — la violente et succulente satire du milieu hollywoodien au dernier temps de sa splendeur — ne peut que tournoyer, délirer, couper le souffle. Las ! On est loin du compte. Ce qui a manqué à Gérard Krawczyk, c'est d'oser. De se laisser aller à un brin de fantaisie, à trois grains de folie. Ses moments les plus réussis, il les doit à l'audace de ces comédiens qui méritent bien tout l'amour qu'on leur porte : Bernard Blier, sublime producteur bougon, Dominique Lavanant, la parfaite secrétaire-chien de garde désespérément éprise de son patron, Wojtek Pszoniak, inénarrable en metteur en scène ahuri complètement dépassé par les événements. Ah ! Si seulement Krawczyk avait oublié d'être sage...

M.D.

** « Je hais les acteurs », de Gérard Krawczyk. Avec Jean Poiret, Bernard Blier, Pauline Lafont, Michel Galabru, Dominique Lavanant...*



Michel Blanc et Jean Poiret dans « Je hais les acteurs ».

Une recette qui marche

La fin est un petit bijou. Au sens propre du terme, d'ailleurs, mais ça, c'est la surprise. Le reste n'est pas mal non plus : une série noire comme le cinoche américain d'antan en avait le secret, avec blonde mystérieuse, méchant corrompu et corrupteur, fils à papa brebis galeuse et beau jeune homme insolent et bagarreur qui finira par mettre de l'ordre dans un vrai sac de nœuds — le tout adapté d'un célèbre polar de Dashiell Hanmett, « la Clé de verre ». Un de ces films dont on se moque de connaître déjà la recette, tellement les ingrédients vous semblent savoureux. Bien sûr, Alan Ladd n'est pas Humphrey Bogart. Evidemment, Veronica Lake n'est qu'une cousine éloignée de Bacall. Et, comme on pouvait s'y attendre, Stuart Heisler n'a pas fréquenté la même école de cinéma qu'Howard Hawks ou John Huston. Peu importe. Le plaisir est là. Pas tout à fait le même, mais pas vraiment un autre.

M.D.

** « La Clé de verre », de Stuart Heisler. Avec Alan Ladd, Veronica Lake, Brian Donlevy.*

La case de l'oncle Steven

Walt Disney au pays des pauv' Noirs... Sont bien braves, sont bien travailleurs, sont un peu couillons quand même. Dans son Sud misérabiliste, la petite Celie (Whoopi Goldberg, exceptionnelle) va grandir dans la douleur, être séparée de son inséparable sœur, épouser une brute, vivre, mal, mais vivre quand même jusqu'à ce jour du Jugement Dernier cinématographique qui s'appelle le « happy end » où tous ses malheurs seront enfin récompensés. Pas de doute : Spielberg sait filmer. Même si, pour les besoins de sa cause (le mélo bien chialeur où la tonne de Kleenex ne suffit pas), il repeint carrément les fleurs et l'herbe d'un champ (oui !), le monsieur a la caméra efficace et sait diablement manipuler son public. Mais pour quel résultat ? Un film dégoulinant de (faux) bons sentiments, scandaleusement ignorant de ce que pouvait être, vers 1910 la condition du peuple noir aux Etats-Unis. Bref : un cantique aseptisé, une image d'Epinal aux gros sabots et au racisme sous-jacent. Le bon Blanc se penche sur ces créatures misérables que sont les adeptes chocolat du Gospel et soupire. Désolé, mais le soupir de Spielberg a des résonances de caisse-enregistreuse.

F.G.

** « La Couleur pourpre », de Steven Spielberg. Avec Whoopi Goldberg, Danny Glover.*

Visa pour la terreur

Pour Joël Santoni, la Suisse est le pays où les cauchemars se réalisent. Soit. D'une certaine façon, entre coffre-forts et raclette, le mal de vivre est une pieuvre qui vous bouffe l'estomac. C'est donc en Suisse, sous la pluie, que l'horreur prend forme humaine et fait basculer dans l'épouvante le destin d'un jeune couple d'architectes nichés dans une abominable maison sans cloisons, style Fleury-Mérogis revisité intellos branchés. Le sadique est manchot (Jean-Pierre Bisson : excellent), la baby-sitter égorgée, la fillette torturée, le mari poignardé et l'épouse poursuivie en robe longue à travers champs jusqu'à ce qu'hémoglobine s'en suive. Trop c'est trop. En Mère Courage, face à l'adversité assassine, Nicole Garcia n'est pas crédible. Et puis le film d'horreur au degré zéro, c'est lourd. Qui a tué ? Réponse : le ridicule.

F.G.

** « Mort un dimanche de pluie », de Joël Santoni. Avec Nicole Garcia, Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Bisson, Dominique Lavanant.*

Opération survie

1939, la Pologne. Varsovie, le ghetto. Maïdanek, les camps. Survivre. Survivre contre toute logique et toute espérance... Tiré d'une authentique autobiographie (« le Survivant », de Jack Eisner), le dernier film de Moshe Mizrahi se veut une leçon d'espoir, de dignité et de courage. Pas facile. On ne sait trop quoi penser du résultat, genre téléfilm pour « Dossiers de l'écran », bien net, bien propret, bien fade, aussi, en dépit d'une interprète superbe et bouleversante, la jeune Kyra Sedgwick. L'histoire contemporaine racontée aux Américains, avec ce qu'il faut de grosses ficelles dans la manière de filmer et du sentimentalisme dans chaque coin, on en fera ce



Whoopi Goldberg dans « la Couleur pourpre ».

LES "JAZZ MESSENGERS"

Pierre Bouteiller a fait le voyage « Autour de minuit » avec Bertrand Tavernier. Ça lui a rappelé des choses : il raconte à « l'Unité ».

PAR PIERRE BOUTEILLER



Dexter Gordon dans « Autour de Minuit ».

« ATMOSPHERE. C'était la fin des années Vian et déjà les années Sagan. En France, on découvrait la « croissance », le fait colonial allait être évacué, on nageait dans le progrès, les voitures, les transistors, les électrophones, l'aube de la société de consommation. Paris, c'était Saint-Germain-des-Prés. Le Tabou rue Dauphine, le Storyville près de La Huchette, le Vieux Colombier... Et une exception pour confirmer la règle : le Blue Note rue d'Artois... Caves, boîtes, clubs : quand on pouvait, on s'y pressait nuit après nuit et jusqu'à l'aube pour alpaguer un de ces dieux du jazz échappé des Etats-Unis et qui naviguait entre deux continents, deux vies, deux musiques.

Là-bas, un tournant s'amorçait. Après avoir révolutionné la musique avec sa ligne mélodique subtile, ses audacieux dérapages harmoniques, l'ère du « be-bop » était révolue. On passait au « cool ». Et les inventeurs du « bop », les novateurs de la Côte Ouest, se mélangeaient aux Lee Konitz, Bud Powell, Jim Hall, Lennie Tristano, Dizzy Gillepsi, Lester Young et Theolonius Monk – tous étaient des artistes maudits parce que visionnaires, trop forts, incompris ; ceux-là donc se mettaient volontiers à l'heure européenne. Paris les invitait, Paris les attendait. De La Huchette à l'Olympia, Paris les fêtait comme des stars, comme des génies. Ils flottaient, destins misérables, existences tragiques, le malheur qui collait aux semelles, comme obligé. L'alcool, la drogue, l'exploitation... C'est que chez eux, avant d'être des musiciens, ils étaient des Noirs et que ça ne rendait pas le quotidien facile. Ils faisaient le voyage pour quelques mois, quelques années. Parfois pour le restant de leurs jours : aujourd'hui, au bar de l'hôtel « Concorde », entre deux cars de touristes japonais, on peut encore applaudir Aaron Bridgers, toujours là...

Alors quand ils débarquaient, nous, les étudiants un peu fauchés, nous cherchions à savoir où ils allaient se produire après le concert officiel. Là où ils se laisseraient aller à faire le « bœuf » et où l'entrée ne serait pas trop chère. Il y a eu un type, comme ça, un vrai cinglé. Francis Paudras, un allumé, qui est à présent une mine de renseignements, un musée du jazz à lui tout seul. Il s'est lié d'amitié avec le pianiste Bud Powell, alors un fantôme, une loque. Il l'a aidé, l'a sauvé de bien des rechutes, de bien des internements. Bud est resté cinq ans à Paris. Et c'est un peu leur relation, leurs vies croisées que Bertrand Tavernier a filmées. La rencontre de François Cluzet et de Dexter Gordon dans « Autour de minuit ».

Un film fidèle ? Plus que cela. Un film rêvé. Le Saint-Germain reconstitué en studios par Alexandre Trauner et qui intègre curieusement le Blue Note dans sa géographie, c'est la réalité décalée, le jazz des mémoires et du souvenir ; des sensations passées... Et puis il y a le « son ». Un son des années 60, avec quelques dérives contemporaines, et qui est aussi un son rêvé. Ce mélange des sonorités rescapées des sixties et du tempo des eighties, c'est le jazz en portrait-robot, ce jazz que les vrais puristes écoutaient et sur lequel, parfois, on dansait. La jupe Vichy qui s'envolait...

Nostalgie ? Bah... Et si on se remettait « Round Midnight » une petite, toute petite, dernière fois ? »

(Propos recueillis par FABIAN GASTELLIER)

qu'on voudra. Tous les films sur la déportation méritent d'être. Après avoir dit cela, on peut choisir...

F.G.

** « La Rage de vivre », de Moshe Mizrahi. Avec Kyra Sedgwick, Sebastian Keneas, David Spielberg, Alan Feinstein...*

LIVRES

**** « Alain Resnais, arpenteur de l'imaginaire », par Robert Benayoun.***
**** « Le Cinéma exploité », par René Bonnell.***
**** « Hollywood sur Nil », par Noël Howard. Ed. Ramsay, poche-cinéma.***

« Mélo » le prouve : Alain Resnais est bien cet « arpenteur de l'imaginaire » que décrit et explique Robert Benayoun. Resnais le secret, Resnais et sa musique intérieure, Resnais le créateur. Ne manquez pas ce livre, il est remarquable. A noter aussi parmi la dernière livraison des « Ramsay poche » : l'incontournable ouvrage de René Bonnell sur « le Cinéma exploité », et un drôle de bouquin relatant le tournage extravagant, en Egypte, d'un peplum incroyable, « la Terre des Pharaons ». Même au ciel, Howard Hawks s'en arrache encore les cheveux.

MARTINE DUCOUSSET

transexel

est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :

.la création

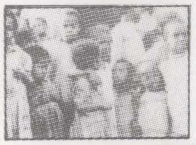
.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
☎ 47.78.16.60 - TELEX : 610579

FALASHAS : DU MOYEN-AGE AU XXe SIÈCLE EN QUELQUES MOIS...





AIDONS-LES A S'Y RETROUVER

L'opération Moïse qui a permis de libérer une partie de la communauté juive d'Éthiopie (les Beta-Israël ou **Falashas**), vous connaissez, mais cela ne suffit pas.

Les agences volontaires d'Israël associées à la nôtre ont décidé d'entreprendre des programmes humanitaires d'aide à l'intégration des **Falashas** pour mieux surmonter le choc culturel de civilisation.

Nous sommes l'**A.C.I.A.D.** et l'**O.R.A.D.**, deux associations parisiennes à vocation internationale et humanitaire et nous avons effectué, dès 1985, des missions dans les centres d'intégration. Nous avons également rencontré les responsables officiels en Israël.

Trois programmes d'aide sont proposés pour les Falashas, ils ne sont pas matériels mais socio-culturels.

1. Thérapie de troubles d'adaptation.
2. Conservation du patrimoine culturel.
3. Formation et adaptation scolaire accélérée pour bacheliers.

Notre stratégie :

— évaluer les besoins concrets en vue de définir des programmes humanitaires ;
— assurer des cofinancements ;
— créer une association locale relais capable d'assumer le suivi et le contrôle de l'utilisation des fonds.

L'équipe A.C.I.A.D.-O.R.A.D. comprend des sociologues, économistes, médecins, hommes de communication... Le sérieux et la compétence de notre équipe nous a valu le soutien de la **Fondation de France**, de la **Caisse des Dépôts et Consignations**, de la **Pearl S. Buck Foundation**, de la **U.K. Federation of Business and Professionnal Women**, de la **Commission des Communautés européennes...**

Nos programmes ont besoin de financements. Votre **don** est **précieux** pour nous ; en effet, nous pouvons le doubler grâce à l'aide apportée par un cofinancement officiel.

Notre règle : 80 % des fonds recueillis doivent directement profiter aux populations aidées. On vous tiendra informé de vos projets financés, des comptes et de l'avancement de notre travail sur le terrain.

Nous vous rappelons que **votre don est déductible de votre revenu imposable dans la limite de 5 %.**

Découpez ici et libellez votre chèque à l'ordre de :
A.C.I.A.D. - FONDATION DE FRANCE N°06/3156
38, rue Ginoux - 75015 PARIS — Tél. : 45.75.55.57
Dès réception de votre don, un reçu et une brochure vous seront envoyés.
A.C.I.A.D. - Association de Coopération Internationale au Développement

☐ Sympathisant ☐ Entreprise (à partir de 2 000 F) ☐ Membre bienfaiteur (à partir de 1 500 F)

NOM et PRÉNOM : ..... ACTIVITÉ : .....
(ou raison sociale)
N° ..... RUE ..... CODE POSTAL .....
LOCALITÉ ..... TÉL. : ..... DATE : .....

LA GARDE DES PRIX BAS



DARTY

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI
19 SEPTEMBRE
A.2 « Deux flics à Miami », série de Michaël Mann et Anthony Yerkovitch. Premier épisode – 20 h 35.

La polaromanie, qui atteint des sommets sur la 5, semble gagner les territoires du service dit public. Ici, un flic noir et son compère, un faux blond, arpentent les ruelles du crime avec hémoglobine à la clef. A découvrir.

« Apostrophes », magazine de Bernard Pivot : « J'informe, tu désinformes ». -21 h 30.

Avec Jacques Derogy (« Opération Némésis -les Vengeurs Arméniens », Fayard et « Enquête sur trois secrets d'Etat », Laffont, en collaboration avec Jean-Marie Pontault), Roland Jaquard (« la Guerre du mensonge. Histoire secrète de la désinformation », Plon), Alain Jaubert (« le Commissariat aux archives »), Bernard Barrault et Pierre Péan (« La France du secret, les secrets de la France », Fayard).

Ciné-club : « L'enfer est à lui », de Raoul Walsh -23 h.

Dérive d'un gangster : un chef-d'œuvre « noir » sur la vie, l'amour, la mort et la trahison. James Cagney exceptionnel.

F.r.3 « Le Petit Docteur », série d'après Simenon. Deuxième épisode : « le Château de l'arsenic », réalisation : Marc Simenon -20 h 30.

« Taxi », magazine proposé par Philippe Alfonsi -21 h 30.

Avec, entre autres, un reportage sur Alexandrie, premier volet d'une série consacrée à l'Egypte.



Raimu dans « l'Etrange monsieur Victor ».

DIMANCHE
21 SEPTEMBRE
T.f.1 « La Gifle », de Claude Pinoteau - 20 h 30.

Les désarrois de l'adolescente Adjani. Sympa.

A.2 « Maigret aux Assises », téléfilm de Marcel Cravenne -20 h 35.

Déprogrammé, reprogrammé, le témoignage du commissaire.

« Musiques au cœur », émission proposée par Eve Ruggieri - 21 h 55.

A Vérone, dans les arènes et dans une mise en scène de Pierre Luigi Pizzi, Renato Bruson, José Carreras, Katia Ricciarelli et Agnès Baltsa font un « bœuf » au profit de l'Afrique.

F.r.3 Concert : Gustav Mahler, 1ère symphonie. Orchestre Philharmonique de Vienne, direction Léonard Bernstein - 20 h 30.

Cinéma de minuit : « L'Etrange monsieur Victor », de Jean Grémillon - 22 h 30.

Docteur Jekyll et Mister Hyde : le brave homme cachait un assassin. Une des plus stupéfiantes compositions de Raimu.

LUNDI
22 SEPTEMBRE
T.f.1 « Outland », de Peter Hyams - 20 h 35.

Sean Connery en shériff d'une station spatiale. On y va ? Le film sera suivi d'un débat sur la médecine de l'espace.

A.2 « Les 5 dernières minutes : le collier d'épingles », téléfilm de Claude Loursais -20 h 35.

Histoire de sorciers et de magie noire...

« Chronique nomades n° 2 : Touaregs à Tchin-Tabaraden », réalisation de Claude Faraldo -22 h 25.

F.r.3 « Le Vol du Sphinx », de Laurent Perrier - 20 h 35.

Miou-Miou en robe longue dans les sables du désert. Digne. On vous aura prévenus.

« Boîte aux lettres », émission proposée par Jérôme Garcin. Spécial Cavanna - 20 h 50.

MARDI
23 SEPTEMBRE
F.r.3 « Un espion de trop », de Don Siegel - 20 h 35.

K.g.b. contre C.i.a. avec Charles Bronson et Donald Pleasance. Mais sur Musique, dès 20 h 30, « La Gioconda » de Ponchielli en différé de Vienne avec Eva Marton et Placido Domingo. On n'hésite pas.

MERCREDI
24 SEPTEMBRE
A.2 « Le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel. Soirée en hommage à l'Institut Pasteur-Weizmann - 20 h 35.

Avec, entre autres, Kathleen Battle, Shlomo Mintz, Raphaël Oleg et Maria-Joao Pires.

JEUDI
25 SEPTEMBRE
T.f.1 « Questions à domicile », émission proposée par Anne Sinclair, Pierre-Luc Séguillon et Alexandre Tarta. Invité : Michel Rocard - 20 h 30.

A.2 « Signé Arsène Lupin », d'Yves Robert - 20 h 35.

Galèjades de 1959 avec Robert Lamoureux, Yves Robert et Alida Valli.

F.r.3 « Quoi de neuf », magazine de Claude Glayman - I.d.f. -18 h 33.

Du théâtre au cinéma, de Jean-Pierre Miquel (« Le théâtre et les jours », Flammarion) à Catherine Hermary-Vieille (« Romy Schneider », Orban) en passant par Jacques Laurent qui présentera l'album de Charles-André Cohen consacré à Martine Carol (« Martine chérie », Orban).

« Un amour de Swann », de Volker Schlöndorff - 20 h 30.

Bal tragique à Guermantes : un mort, l'auteur.

LE NORD A SA TECHNOPOLE :

VILLENEUVE-D'ASCQ L'AVENIR AUJOURD'HUI

Villeneuve d'Ascq

UNE TECHNOPOLE

Une ville, des universités, des entreprises, trois partenaires étroitement associés dans "VILLENEUVE-D'ASCQ Technopole", créée à l'initiative de Gérard CAUDRON, Maire de cette ville.

Par la volonté de la majorité de son Conseil Municipal, VILLENEUVE-D'ASCQ est fière d'avoir acquis sa totale émancipation en abandonnant son statut de ville nouvelle.

Elle entend maintenant faire fructifier ses potentialités : trois universités, des écoles supérieures, une centaine de laboratoires publics et privés et de nombreuses entreprises de haute technologie. "VILLENEUVE-D'ASCQ, Technopole du Nord de la France" est née de la synthèse de tous ces atouts.



une ville d'accueil et de tourisme, une ville qui "bouge" grâce à une vie associative d'un rare dynamisme.

UNE VILLE D'AVENIR

Dans quelques semaines, le réseau câblé, créé lors de l'implantation de la ville nouvelle, offrira à ses quelques 12.000 abonnés de nouveaux programmes de télévision, préfiguration du futur réseau qui associe sept villes sur la métropole lilloise dans le cadre du plan câble.

UNE VILLE DIFFÉRENTE

Outre ce potentiel universitaire et économique, VILLENEUVE-D'ASCQ mise sur sa situation privilégiée au carrefour d'autoroutes européennes, mais aussi sur une authentique qualité de vie. Ses 70.000 habitants bénéficient d'un urbanisme très diversifié, de services et d'équipements publics prestigieux. C'est aussi une ville où tous les sports sont pratiqués et où la vie culturelle est intense (stadium, théâtre, musée d'art moderne...).

VILLENEUVE-D'ASCQ reste cependant une ville où l'on respire, une "ville verte" dotée d'un vaste parc urbain, de lacs, d'une zone agricole préservée,

Pour Gérard CAUDRON, Maire de VILLENEUVE-D'ASCQ, et Vice-Président du Conseil Général du Nord, c'est : "un exemple du rôle que joue VILLENEUVE-D'ASCQ dans la métropole : mettre ses atouts au service de la région, en contribuant à bâtir aujourd'hui le Nord de demain".



Gérard CAUDRON
Maire de Villeneuve-d'Ascq,
Vice-Président du Conseil Général du Nord.

Contactez !

Dominique SOYER
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
MAIRIE DE VILLENEUVE-D'ASCQ
Place Salvador-Allende - 59650
TEL. 20.67.07.67

M.C. CAILLIEREZ
MAISON D'ACCUEIL
ET DE TOURISME
Chaussée de l'Hôtel-de-Ville
TEL. 20.91.28.14

Sur MINITEL
ACCES DIRECT
20.47.47.74

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325